



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

**9090<sup>e</sup>** séance

Mardi 12 juillet 2022, à 10 heures

New York

*Provisoire*

---

<i>Président :</i>	M. França/ M. Costa Filho . . . . .	(Brésil)
<i>Membres :</i>	Albanie . . . . .	M. Hoxha
	Chine . . . . .	M. Zhang Jun
	Émirats arabes unis . . . . .	M <sup>me</sup> Nusseibeh
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Mills
	Fédération de Russie . . . . .	M. Polyanskiy
	France . . . . .	M. de Rivière
	Gabon . . . . .	M <sup>me</sup> Ngyema Ndong
	Ghana . . . . .	M <sup>me</sup> Botchwey
	Inde . . . . .	M. Kumar
	Irlande . . . . .	M <sup>me</sup> Byrne Nason
	Kenya . . . . .	M. Kimani
	Mexique . . . . .	M. de la Fuente Ramírez
	Norvège . . . . .	M <sup>me</sup> Juul
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	Dame Barbara Woodward

## Ordre du jour

### Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Le rôle déterminant de la communication stratégique dans l'efficacité du maintien de la paix

Lettre datée du 5 juillet 2022, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2022/539)

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

#### **Le rôle déterminant de la communication stratégique dans l'efficacité du maintien de la paix**

#### **Lettre datée du 5 juillet 2022, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2022/539)**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants des pays suivants à participer à la présente séance : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Australie, Bangladesh, Belgique, Danemark, Égypte, Équateur, Guatemala, Indonésie, Israël, Japon, Lituanie, Malte, Maroc, Philippines, Portugal, République de Corée, Slovaquie, Suisse, Thaïlande et Uruguay.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : le général de corps d'armée Marcos De Sá Affonso Da Costa, commandant de la force, Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et M<sup>me</sup> Jenna Russo, directrice de recherche à l'International Peace Institute.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M. Olof Skoog, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2022/539, qui contient le texte d'une lettre datée du 5 juillet 2022, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une note de cadrage sur la question à l'examen.

Je souhaite chaleureusement la bienvenue au Secrétaire général, aux Ministres et aux autres représentants de haut niveau présents aujourd'hui. Leur présence souligne l'importance du sujet abordé.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général.

**Le Secrétaire général** (*parle en anglais*) : Je remercie le Gouvernement brésilien d'avoir organisé ce débat, et je salue votre vision et votre clairvoyance, Monsieur le Président, en ce qui concerne le choix du sujet. Pour la première fois, le Conseil consacre un débat de haut niveau au rôle déterminant de la communication stratégique dans l'efficacité du maintien de la paix, mettant le doigt sur un point fondamental. La communication est loin d'être une question secondaire ; il ne faut pas la reléguer à l'arrière-plan. Plus que jamais, la communication stratégique est essentielle à notre succès. Comme je l'ai dit lorsque j'ai pris mes fonctions de Secrétaire général en 2016, nous devons mieux communiquer, expliquer ce que nous faisons de façon à ce que tout le monde le comprenne. Nous devons réformer en profondeur notre stratégie de communication et nous tourner vers des outils et des plateformes qui nous permettent de toucher le public partout dans le monde.

Depuis, pour y parvenir, nous avons lancé une ambitieuse stratégie de communication globale, et nous sommes déterminés à faire plus. Notre travail de communication, après tout, n'a pas seulement pour objet d'informer, mais aussi d'encourager le public à soutenir la mission cruciale de l'Organisation des Nations Unies. La communication stratégique dans le maintien de la paix est une parfaite illustration de l'importance que revêt la question. L'environnement dans lequel opère le personnel de maintien de la paix est devenu plus dangereux que jamais, ces derniers temps. Les tensions géopolitiques existant au niveau mondial se font aussi sentir au niveau local. Les conflits sont plus complexes et ont de multiples facettes. Les différends internationaux se traduisent souvent par une intensification des tensions sur le terrain, et les parties belligérantes n'ont plus intérêt à faire les concessions nécessaires pour que la paix soit instaurée.

Les membres du personnel de maintien de la paix sont confrontés à des terroristes, à des criminels et à des groupes armés et à leurs alliés, dont beaucoup ont accès à de puissantes armes modernes et dont beaucoup ont intérêt à perpétuer le chaos dans lequel ils prospèrent. Ils ne sont pas seulement armés de fusils et d'explosifs. La désinformation, la désinformation et les discours de haine sont de plus en plus utilisés comme arme de guerre. L'objectif est clair. Il s'agit de déshumaniser ce que l'on appelle « l'autre », de menacer les populations vulnérables, ainsi que les soldats de la paix eux-mêmes, et même de donner carte blanche à la commission d'atrocités.

Pour toutes ces raisons, la communication stratégique est essentielle dans tous les domaines du maintien de la paix, et elle est indispensable pour accomplir notre mission de protection des civils et de prévention de la violence ; pour obtenir des cessez-le-feu et préserver les règlements politiques ; pour enquêter sur les violations des droits humains et atteintes à ces droits et en rendre compte ; pour faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et promouvoir le rôle que jouent les femmes en œuvrant au maintien ou au rétablissement de la paix et en étant de véritables instigatrices de la paix ; mais aussi pour assurer la sûreté et la sécurité des membres du personnel de maintien de la paix et des populations qu'ils servent. Voilà pourquoi la communication stratégique est une priorité absolue de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus.

Nous savons que la désinformation n'induit pas seulement en erreur. Elle est dangereuse et peut être mortelle. Elle alimente la violence contre notre personnel et nos partenaires. Elle fait de notre drapeau bleu, symbole de sécurité, une cible. Une enquête récente a révélé que près de la moitié des membres du personnel de maintien de la paix considèrent que la désinformation et la désinformation peuvent gravement compromettre l'exécution des mandats et menacer leur sûreté et leur sécurité. De plus en plus souvent, les informations fallacieuses se répandent comme une traînée de poudre et empêchent nos missions de mener à bien leur travail, un travail qui sauve des vies et influe sur le cours des choses. Pour ne citer qu'un exemple, au Mali, une lettre prétendant faussement que notre personnel de maintien de la paix collaborait avec des groupes armés a été publiée sur Facebook. Cette information mensongère a été amplifiée sur WhatsApp et reprise par les médias nationaux. Elle a attisé l'hostilité et le ressentiment à l'égard du personnel de maintien de la paix et compliqué grandement la tâche cruciale qui est la sienne, à savoir protéger les civils. La communication stratégique crédible, fiable et centrée sur l'humain est l'un de nos meilleurs outils, et l'un de ceux qui offrent le meilleur rapport coût-efficacité, pour contrer cette menace.

L'établissement d'un dialogue adapté à la situation ne sert pas seulement à réfuter des mensonges malfaisants, mais permet aussi d'instaurer la confiance et de susciter un soutien politique et un appui de la part du public. Le dialogue permet à la population locale de mieux comprendre nos missions et nos mandats et, en retour, il aide notre personnel de maintien de la paix à mieux comprendre les préoccupations, les doléances, les attentes et les espoirs de la population. Il peut créer

un espace sans danger dans lequel la réconciliation et la consolidation de la paix peuvent aboutir et offrir aux femmes, aux jeunes et à la société civile un meilleur accès aux processus de paix. Mais pour être efficace, la communication doit être fondée sur des données factuelles et vérifiées, faciliter le dialogue, relater des situations vécues et être confiée à des personnes dignes de foi. Je voudrais à présent présenter brièvement six actions concrètes que nous menons pour améliorer la communication stratégique dans le maintien de la paix.

Premièrement, nous suivons une approche à l'échelle de la mission, faisant intervenir côte à côte le personnel en tenue et le personnel civil, de façon à faciliter une communication concertée sur le terrain. À cette fin, nous recherchons des femmes et des hommes, militaires et policiers, maîtrisant les techniques de communication stratégique. J'encourage tous les pays fournissant des contingents ou du personnel de police à mettre à la disposition de nos missions du personnel doté de ce savoir-faire, car pour être efficace, toute communication stratégique a besoin d'être portée par une équipe compétente et bien outillée.

Deuxièmement, nous demandons aux chefs de mission de s'approprier et de diriger les activités de communication stratégique et de veiller à ce qu'elles soient pleinement intégrées à tous les aspects de la planification de la mission et de la prise de décision.

Troisièmement, nous conseillons et formons les missions, y compris pour ce qui est de la collecte et de la mise en commun des meilleures pratiques.

Quatrièmement, nous collaborons avec nos partenaires, notamment le secteur technologique, les médias et les États Membres, pour trouver et déployer les meilleurs outils afin de mieux déceler et contrer la désinformation, la désinformation et les discours de haine.

Cinquièmement, nous suivons et évaluons en permanence l'efficacité de nos campagnes d'information de façon à les adapter selon que de besoin, en adaptant notre stratégie aux besoins tactiques des contextes dans lesquels nous opérons. Nous vivons dans un monde de plus en plus dominé par le numérique, mais la communication directe, de personne à personne, reste souvent le meilleur moyen d'instaurer la confiance et de réfuter les mensonges. C'est pourquoi nos missions continuent d'organiser localement des réunions générales avec les anciens, les jeunes, les groupes de femmes et d'autres personnes pour apprendre et écouter.

Sixièmement, nous faisons de la communication stratégique un outil qui nous permet de renforcer l'application du principe de responsabilité et d'appuyer les mesures prises pour mettre fin aux fautes commises par des membres du personnel ou des partenaires, notamment les mesures de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles.

*(l'orateur poursuit en français)*

Le maintien de la paix par l'ONU représente une remarquable entreprise de multilatéralisme et de solidarité internationale. Mais si nous voulons réussir à faire face aux nouvelles menaces et aux défis croissants, nous devons tous y contribuer, et adapter tous les aspects de nos opérations aux nouvelles réalités. La communication devient chaque jour plus importante. L'ONU doit se positionner délibérément en tant qu'acteur de l'information dans les environnements de conflit. Nous devons être vus comme une source d'information fiable, en proposant un contenu engageant et factuel, en facilitant un dialogue inclusif, en exigeant la suppression des discours nuisibles, en demandant aux dirigeants de rendre des comptes et en promouvant la paix et l'unité. Les États Membres, en particulier ceux qui sont présents sur le terrain aux côtés de notre personnel de maintien de la paix, sont des partenaires essentiels dans cet effort crucial. L'accès à l'information est un droit humain : dans les endroits où nos casques bleus sont déployés, il peut s'agir d'une question de vie ou de mort, de la différence entre la paix et la guerre. Je me réjouis de travailler avec le Conseil de sécurité pour renforcer nos opérations de maintien de la paix grâce à une meilleure communication stratégique, et réaliser notre objectif commun, la paix.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole au général Affonso Da Costa.

**Le général Affonso Da Costa** (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi de présenter un exposé au Conseil de sécurité à l'occasion de ce débat public de haut niveau sur la communication stratégique, et d'exprimer le point de vue d'un commandant de la force d'une mission relevant du Chapitre VII et opérant dans un environnement complexe et en constante évolution comme la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). En consolidant notre riposte aux problèmes de sécurité en République démocratique du

Congo, nous avons recensé plusieurs domaines clefs qui doivent être améliorés, dont la communication. Aujourd'hui plus que jamais, l'efficacité d'une force dépend d'une stratégie de communication solide.

Nous menons nos opérations dans un pays où, d'après plusieurs enquêtes successives, la population est globalement peu convaincue de l'utilité de la MONUSCO pour améliorer sa sécurité. La Mission suscite un sentiment d'hostilité dans certaines régions du pays, au point d'entraver certains de nos déploiements. Les déclarations abusives tenues par plusieurs acteurs à l'encontre de la Mission mettent en danger la sécurité de nos soldats et soldates de la paix. L'utilisation massive des médias sociaux par des groupes armés et d'autres auteurs de troubles sape la confiance dans l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne ces milices, bien que celles-ci aient un caractère asymétrique, elles ont recours aux techniques traditionnelles de la guerre de l'information. Les informations fallacieuses, diffusées par l'intermédiaire des services de messagerie et des médias sociaux, sont difficiles à distinguer de la réalité et seront bientôt pratiquement indétectables. Ces technologies émergentes transforment radicalement le visage de la guerre, et les opérations de paix en subissent déjà les conséquences.

Il est dès lors nécessaire que la force des Nations Unies évolue et s'adapte. L'un des éléments clef de notre stratégie consiste à communiquer directement, de personne à personne, avec les parties intéressées, des chefs de village aux médias, en passant par les dirigeants des forces armées nationales et régionales. Ces voix jouent un rôle déterminant pour faire barrage aux critiques, expliquer l'objectif et les limites de notre mandat et faire reconnaître la validité de la politique de diligence voulue en matière de droits humains. D'autres bonnes pratiques méritent d'être partagées : le recours à des assistants multilingues dans le cadre de nos patrouilles, l'organisation de cours de français au niveau des bataillons, le recours accru aux médias sociaux officiels, la diffusion de programmes radio et la tenue de réunions régulières entre les branches civiles et militaires afin de coordonner les activités de communication.

Le nouveau mémorandum de la force sur l'adoption du concept « StratCom » a marqué une autre étape importante. Cette initiative a permis d'intégrer à part entière la notion de guerre de l'information dans toutes nos opérations militaires. Pour résumer, nous tirerons parti du discours pour appuyer nos opérations.

Bien que nous soyons fiers de notre action, nous savons qu'il faut aller plus loin. Je mentionnerai la présence insuffisante de traductrices au sein de nos équipes de liaison féminine, la nécessité d'améliorer la formation préalable au déploiement de nos unités en matière de communication et le besoin de disposer d'officiers d'état-major plus nombreux et mieux qualifiés dans le domaine de l'information publique et de l'information opérationnelle. En substance, pour faire face à la menace des informations fallacieuses, la force des Nations Unies devrait avoir une longueur d'avance dans ce domaine. Elle va s'employer à se doter de nouvelles capacités, telles que celles fournies par une unité militaire spécialisée dans les opérations psychologiques.

Toutefois, la réponse ne réside pas uniquement dans les moyens et les ressources. Sur le plan interne, il convient de considérer que le plan de campagne militaire doit adhérer au plan de communication stratégique de la Mission. La synergie est donc le mot d'ordre. Il est essentiel de garantir la cohérence au sein de la Mission et jusqu'au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Ce n'est qu'en déterminant avec précision les messages et les indicateurs qui doivent être communiqués que nous serons en mesure d'influencer et, en fin de compte, de faire évoluer le comportement des publics. C'est pourquoi la communication stratégique ne relève pas de la responsabilité de simples membres du personnel, mais d'une fonction de commandement et d'une tâche incombant aux dirigeants des missions.

Au nom des plus de 13 000 Casques bleus engagés au service de la paix en République démocratique du Congo, je vous remercie à nouveau, Monsieur le Président, de cette occasion.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le général Affonso Da Costa de son exposé.

Je donne à présent la parole à M<sup>me</sup> Russo.

**M<sup>me</sup> Russo** (*parle en anglais*) : Au nom de l'International Peace Institute, c'est un honneur pour moi que d'être ici aujourd'hui pour présenter au Conseil de sécurité un exposé sur le rôle de la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Ces dernières années, l'Organisation des Nations Unies a réalisé d'importants progrès dans son approche de la communication stratégique, et je voudrais me faire l'écho des propos du Secrétaire général concernant le rôle central que joue la communication stratégique dans le travail de toute la mission.

Malgré certaines améliorations, la communication stratégique reste trop souvent perçue comme un flux d'informations unidirectionnel, le plus souvent axé sur la gestion des attentes ou la communication des paramètres du mandat. Bien que de tels efforts revêtent sans aucun doute une grande importance, je voudrais proposer d'imaginer un flux d'informations bidirectionnel plus dynamique, reposant sur une plus grande écoute et sur l'utilisation de récits et de discours propres à transformer à la fois le travail des missions et le contexte dans lequel elles opèrent. Si l'Organisation des Nations Unies peut, et doit, transmettre des messages destinés à instaurer la confiance et à protéger la réputation des missions, il ne s'agit là que d'une facette de la communication, laquelle exige également d'écouter les populations que les missions sont appelées à servir et d'apprendre de celles-ci.

J'entends utiliser le temps qui m'est imparti aujourd'hui pour aborder brièvement trois points : le rôle de la communication stratégique dans le renforcement de la protection des civils ; la manière de veiller à ce que la communication tienne non seulement compte des questions de genre, mais aussi à ce qu'elle soit porteuse de transformation du point de vue du genre ; et l'importance de l'écoute active en vue de mettre les expériences des communautés au cœur du maintien de la paix.

La communication avec les membres des communautés, les parties belligérantes et les dirigeants nationaux et locaux est essentielle à la planification et à l'exécution des mandats en matière de protection des civils. Il s'agit non seulement de gérer les attentes en communiquant les limites du travail de protection de la mission, mais aussi d'expliquer comment les populations peuvent bénéficier au mieux des interventions de protection disponibles, comme les mécanismes de signalement des risques de violence ou la présence de patrouilles de Casques bleus protégeant les voies d'accès pour la collecte d'eau, de bois de chauffage et d'autres ressources, ainsi que le soutien communautaire apporté par les partenaires locaux, qui jouent un rôle clef dans la fourniture d'une protection durable.

La communication stratégique peut également être mise à profit pour combattre les discours de haine ainsi que la mésinformation ou la désinformation, qui sont utilisés pour inciter à la violence, exacerber les clivages identitaires ou rallier des individus à des groupes armés. Les programmes radio des missions et les ateliers organisés à l'échelle locale peuvent constituer un outil précieux pour lutter contre les effets des discours de haine. Les missions peuvent également

former des journalistes aux techniques de journalisme adaptées aux situations de conflit, comme cela s'est fait au Soudan du Sud, par exemple, où les discours de haine ont été présentés comme étant presque aussi dangereux que la prolifération des armes.

Outre la transmission d'informations, une protection efficace des civils passe aussi par une écoute active. Les membres des communautés sont les plus à même de comprendre les risques auxquels ils sont confrontés et de savoir comment y faire face. Ne pas tenir compte du point de vue des communautés lors de la planification de la protection des civils revient à priver les missions des efforts d'autoprotection déjà déployés et risque même d'aller à l'encontre de l'action d'autres acteurs de la protection, dont les membres des communautés eux-mêmes.

Le deuxième point que je souhaite aborder est la mise en place d'une communication stratégique qui tienne compte à la fois des questions de genre et qui soit porteuse de transformation du point de vue du genre. Une communication soucieuse des questions de genre nécessite d'adapter les messages aux besoins et aux préoccupations des femmes, ainsi que des hommes, et de prendre en considération les obstacles susceptibles d'entraver l'accès des femmes à l'information, notamment l'accès aux radios ou aux téléphones portables, le niveau d'alphabétisation ou le fait que les lieux retenus pour les réunions en personne soient ou non considérés comme sûrs ou accessibles. Afin de garantir la participation pleine et égale des femmes et la réalisation du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, il est essentiel d'améliorer l'accès des femmes à l'information et de répondre à leurs préoccupations particulières concernant le mandat des missions et le processus de paix en général.

De tels efforts devraient être considérés comme le strict minimum en ce qui concerne la communication stratégique des missions. Mais celles-ci peuvent aller au-delà de la simple prise en compte des questions de genre pour se faire également porteuses de transformation du point de vue du genre. La communication porteuse de transformation du point de vue du genre s'appuie sur des discours et des récits pour promouvoir l'égalité des genres et lutter contre les stéréotypes et les comportements nuisibles, en mettant par exemple en avant des récits et des images qui dépassent la conception traditionnelle des rôles liés au genre, s'attaquent aux pratiques nuisibles en matière d'égalité des genres et utilisent l'information pour accroître l'accès des femmes au pouvoir et aux ressources.

Enfin, la communication stratégique dans le cadre du maintien de la paix doit dépasser le simple flux unidirectionnel de transmission d'informations pour se muer en un dialogue dynamique entre les missions et les populations. La communication ne vise pas uniquement à transmettre des informations ; elle permet aussi d'en recevoir. Pour chaque élément qui compose le mandat d'une mission, il importe de connaître le contexte dans lequel la mission opère. Ces contextes sont complexes, et chaque région, chaque village a une histoire singulière à raconter.

La mobilisation de la population fait désormais partie intégrante des mandats de maintien de la paix. Pourtant, dans le cadre des recherches que je mène auprès des organisations de la société civile, j'entends souvent dire que les soldats de la paix sont perçus comme exerçant un « pouvoir sur » les membres de la collectivité, plutôt qu'un « pouvoir avec » ceux-ci. Pour certains, les soldats de la paix donnent l'impression qu'ils n'ont que des connaissances à transmettre, mais pas de connaissances à acquérir, faisant ainsi davantage preuve de certitude que de curiosité.

Je propose qu'à mesure que l'Organisation des Nations Unies poursuit l'expansion et le développement de ses activités dans ce domaine, elle concentre ses efforts de communication autant sur l'écoute que sur la parole, en mettant en avant les témoignages des individus et les actes de paix quotidiens. Le récit est la plus ancienne forme artistique de communication. Les histoires nous font réfléchir, nous font ressentir. Elles nous emmènent dans un endroit où les faits et les chiffres n'ont pas leur place. Les données et les analyses persuadent peut-être les gens, mais il est rare qu'elles les inspirent et les encouragent à agir au nom de la paix en dépit de tous les obstacles. Ne laissons donc pas se perdre la puissance de l'histoire individuelle et le rôle qu'elle peut jouer pour éclairer et inspirer notre travail partout dans le monde.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Russo de son exposé.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre des relations extérieures de la République fédérative du Brésil.

Je suis très reconnaissant au Secrétaire général António Guterres, au général Marcos De Sá Affonso Da Costa, commandant de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et à M<sup>me</sup> Jenna Russo, de l'International Peace Institute, pour leurs exposés perspicaces et précieux.

Le maintien de la paix fait régulièrement la preuve qu'il est un des outils les plus efficaces dont l'ONU dispose pour la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les praticiens comme les universitaires s'accordent à considérer que les opérations de maintien de la paix sont capitales pour contenir les conflits, protéger les civils et rebâtir les institutions publiques. Le Conseil doit continuer d'améliorer le maintien de la paix tout en assurant la sécurité des Casques bleus.

Le Brésil a pour tradition de contribuer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Depuis 1956, quand il a mis pour la première fois des contingents au service d'une mission de maintien de la paix, la première Force d'urgence des Nations Unies, le Brésil a participé à 41 opérations de maintien de la paix, déployant environ 55 000 soldats et policiers pour servir sous le drapeau des Nations Unies dans le monde entier.

Au fil des ans, notre expérience pratique a confirmé que l'efficacité du maintien de la paix ne tenait pas seulement aux ressources et aux mandats, mais aussi à la communication. Bien communiquer sur les objectifs et les moyens d'une mission de maintien de la paix a une forte incidence sur son succès. Pour le dire simplement, il faut plus de dialogue entre les soldats de la paix et leur commandement, les autorités gouvernementales, les parties prenantes et les populations locales.

Il est bien connu que le Brésil s'appuie depuis longtemps sur la communication stratégique dans les missions de maintien de la paix, en particulier dans le cas de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti. Nos soldats et nos policiers, des hommes et des femmes dévoués, cultivent et s'attachent constamment à renforcer le dialogue et la confiance, deux éléments essentiels, quoique plutôt rares, ces temps-ci, pour garantir la paix et la sécurité internationales.

C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser le présent débat public de haut niveau sur les opérations de maintien de la paix, en mettant l'accent sur la communication stratégique. Le Conseil n'avait jamais examiné spécifiquement cette question. Il est grand temps que nous fassions de la communication stratégique dans le contexte des opérations de maintien de la paix une priorité.

De nos jours, les soldats de la paix opèrent dans des environnements de sécurité toujours plus instables et sont chargés d'exécuter des mandats extraordinairement complexes. Que ce soit au Mali, au Liban ou en République démocratique du Congo, la communication stratégique joue un rôle de catalyseur et a un effet multiplicateur dans tous

les domaines des opérations de maintien de la paix. Elle revêt un caractère crucial pour s'assurer l'appui politique et public dont les missions de maintien de la paix ont besoin afin de s'acquitter efficacement de leurs mandats. Elle est indispensable à la protection des civils et à la promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Elle constitue un excellent outil pour attirer l'attention des populations locales et recueillir leur avis. Elle aide également à promouvoir le respect des droits humains et du droit international humanitaire, à lutter contre la désinformation, la xénophobie, le racisme et la discrimination, et à prévenir et combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre. Enfin, elle contribue à créer un environnement sûr pour les soldats de la paix. Pour ces raisons, nous sommes fermement convaincus que la communication stratégique doit être un élément central du maintien de la paix des Nations Unies.

Nos intervenants nous ont donné une évaluation détaillée de ce qui a été fait jusqu'à présent. Je note avec une vive appréciation les efforts déployés par le Secrétaire général Guterres et le Secrétaire général adjoint Lacroix afin de mobiliser les parties prenantes à l'appui d'un maintien de la paix plus efficace de la part des Nations Unies. L'initiative Action pour le maintien de la paix et sa stratégie de mise en oeuvre ont fait de la communication stratégique une priorité majeure, ce qui est une bonne chose. Les initiatives menées sur le terrain à cet égard, comme décrites par le commandant de la force de la MONUSCO, sont elles aussi très encourageantes. Toutefois, des améliorations s'imposent encore.

Dans cette perspective, je souhaite mettre l'accent sur quatre besoins pressants.

Premièrement, il faut une stratégie claire en matière de communication dans les opérations de maintien de la paix. Le Conseil devrait donc encourager le Secrétariat à continuer d'élaborer une stratégie, ainsi que des politiques et directives connexes, qu'il conviendrait d'appliquer à tous les niveaux et dans toutes les composantes des opérations de maintien de la paix.

Deuxièmement, nous devons améliorer nos capacités. Il serait bon que le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police œuvrent à des améliorations supplémentaires en termes de capacités de communication tant du Siège de l'ONU que des missions. Les équipes chargées de la communication stratégique et de l'information au sein des missions peuvent être renforcées grâce à un meilleur recrutement et à l'affectation de ressources suffisantes. Il faudrait exploiter tout le potentiel des nouvelles technologies pertinentes.

Troisièmement, nous devons veiller à ce que la formation soit adaptée. Une communication stratégique efficace repose beaucoup sur la formation de tous les soldats de la paix dans toutes les composantes. Une formation à la communication stratégique de l'ensemble des agents civils, des militaires et des policiers avant leur déploiement aurait une vraie incidence sur les interactions avec les acteurs locaux.

Dernier point mais non des moindres, il importe que les responsables encouragent un changement de culture. Le commandement des missions doit favoriser l'institutionnalisation d'une culture de la communication stratégique dans toutes les composantes des opérations de maintien de la paix. Il appartient aux dirigeants des missions d'intégrer la communication stratégique dans la planification, la prise de décisions et l'exécution des activités quotidiennes.

Je le répète : la communication stratégique est indispensable au succès d'une opération de maintien de la paix. Il s'agit d'une nécessité opérationnelle et d'une capacité fondamentale des opérations de maintien de la paix. Nous espérons que l'examen stratégique de la communication stratégique qui doit être demandé par le Conseil produira une évaluation exacte des capacités et des lacunes existantes et donnera lieu à la formulation de propositions concrètes pour remédier aux problèmes persistants. Le Conseil de sécurité doit donner suite aux conclusions de l'examen et faire de la communication stratégique une priorité au moment de négocier les mandats de maintien de la paix.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

Je donne la parole à la Ministre des affaires étrangères et de l'intégration régionale du Ghana.

**M<sup>me</sup> Botchwey** (Ghana) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat public de haut niveau sur la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix. Le choix de ce thème illustre l'engagement et la contribution continue du Brésil en faveur des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Je remercie également le Secrétaire général de sa déclaration, et avec lui le commandant de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

pour les éclairages qu'ils ont apportés au débat par l'intermédiaire de leurs exposés. Enfin, mais en aucun cas de façon moins importante, je remercie Jenna Russo, directrice de recherche à l'International Peace Institute, pour son point de vue supplémentaire, qui amène également une dimension de genre.

Aujourd'hui plus que jamais, le maintien de la paix est appelé à produire des résultats dans des situations de conflit qui sont sans cesse plus complexes. Il s'agit notamment de situations dans lesquelles les parties au conflit ne souhaitent pas parvenir à un règlement politique ou ne sont pas au clair avec leurs objectifs politiques. En outre, le maintien de la paix doit composer avec une multitude croissante de forces asymétriques et irrégulières qui ont pour méthodes la haine, la division, la terreur et la violence.

Dans un contexte si difficile, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont dans le viseur de la propagande de désinformation des parties belligérantes, des efforts de désinformation des acteurs locaux et de l'instrumentalisation des discours de haine visant à semer la défiance au sein des populations locales et à saper ou compliquer l'action de protection des populations civiles. L'utilisation des technologies numériques a exacerbé les effets de ces actions négatives, qui entravent les opérations de paix et de soutien à la paix.

Bien trop souvent, des populations civiles ont été attaquées parce que des discours haineux ont été fomentés, la coopération attendue des communautés locales pour les protéger n'a pas été obtenue en raison de campagnes de désinformation et de désinformation qui ont ébranlé les fondements de la confiance entre les missions de maintien de la paix et ces communautés, et la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix ont été compromises par la désinformation, certains segments de la population ayant été radicalisés contre les contingents déployés pour assurer la sécurité de leurs communautés.

Le Ghana se déclare dès lors vivement préoccupé par la forte intensification des activités de désinformation et de discours de haine dans les contextes de maintien de la paix, en particulier sur le continent africain, où sont établies six des 12 missions de maintien de la paix. Les actes systématiques, synchronisés et orchestrés ont atteint une ampleur qui nuit aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, influencent l'évolution des situations de conflit et dressent l'opinion publique contre les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

C'est dans ce contexte, et en gardant à l'esprit le rôle indispensable de stabilisation que jouent les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, que le Ghana, un des premiers et des plus importants pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, soutient tous les efforts consentis pour dynamiser la communication stratégique en tant que vecteur et catalyseur essentiel de la réduction de la violence et de la pérennisation de la paix. Au vu des nouveaux défis et de l'impérieuse nécessité de s'appuyer sur les progrès réalisés depuis la publication du rapport Brahimi (S/2000/809) au début des années 2000, sur les recommandations formulées en 2015 par le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (voir S/2015/446), ainsi que sur l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, le Ghana souhaite formuler quatre observations en faveur de l'approfondissement et de l'intégration de la communication stratégique dans les missions de maintien de la paix.

Premièrement, la communication stratégique est une nécessité stratégique qui doit demeurer une partie intégrante et essentielle du maintien de la paix. Elle doit être renforcée par un commandement de mission robuste, dans le cadre d'une approche appliquée à l'échelle de la mission qui couvre les phases de planification, de mise en œuvre et d'évaluation de l'exécution du mandat. Le Ghana est donc favorable à ce que des efforts novateurs et supplémentaires soient déployés pour aider le système des Nations Unies à revoir les politiques en place et à adopter des approches innovantes afin de renforcer et d'intégrer les activités de communication stratégique dans les missions.

Deuxièmement, compte tenu de l'ampleur et de la dimension numériques de la désinformation, de la désinformation et des discours de haine et de leurs effets toujours plus négatifs sur les opérations de maintien de la paix, il y a lieu de soutenir et d'encourager la poursuite du déploiement de capacités et d'actifs numériques dédiés à la communication stratégique qui aient une incidence directe sur la protection des civils et sur la promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. C'est pourquoi nous insistons sur la nécessité de maintenir l'appui aux efforts déployés par le Département de la communication globale pour intégrer des capacités dans les missions de maintien de la paix, afin de soutenir efficacement leurs activités de communication stratégique.

Troisièmement, une communication stratégique efficace doit fonctionner dans les deux sens. Outre l'utilisation combinée d'un large éventail de méthodes de communication, notamment les médias traditionnels, les plateformes numériques et les médias sociaux, nous

sommes favorables à l'institutionnalisation d'échanges directs entre les missions et les communautés locales, afin de sensibiliser ces dernières au mandat de la mission concernée. Ce type d'action permet de combler le fossé numérique et facilite le dialogue avec les dirigeants communautaires, les acteurs de la société civile et les autorités locales. Elle donne également aux principales parties prenantes et aux membres des communautés la possibilité de mieux appréhender les mandats.

Quatrièmement, le Ghana estime que, compte tenu de la situation désespérée qui caractérise de nombreux contextes de maintien de la paix, les projets à impact rapide constituent, pour les missions de maintien de la paix des Nations Unies, une des solutions les plus efficaces pour démontrer leur engagement en faveur de la sécurité et du bien-être des populations civiles qu'elles servent. Des efforts et des ressources supplémentaires doivent donc être mobilisés pour appuyer les fonctions de communication stratégique dont ont besoin les missions de maintien de la paix.

Pour terminer, ma délégation salue les efforts déployés en amont par le Conseil de sécurité pour trouver des moyens de mettre en place des stratégies de communication efficaces et des technologies appropriées à l'appui des opérations de maintien de la paix. Je renouvelle le soutien indéfectible du Ghana à toute initiative qui permettra aux missions de maintien de la paix des Nations Unies et aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police de définir les cadres et principes d'action qui s'imposent pour la communication stratégique dans le maintien de la paix. Notre réussite à contrer la propagande anti-ONU qui incite à commettre des attaques contre les soldats de la paix et le personnel des Nations Unies sur le terrain influencera, dans une large mesure, la bataille permanente que nous menons pour faire respecter l'autorité de l'ONU, les valeurs immuables du multilatéralisme et la Charte des Nations Unies.

**M. Kumar** (Inde) (*parle en anglais*) : Je souhaite tout d'abord féliciter le Brésil de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de juillet. Je tiens également à remercier le Ministre brésilien des relations extérieures, S. E. l'Ambassadeur Carlos Alberto Franco França, de présider le présent débat public sur la question importante et pertinente de la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix. Je remercie le Secrétaire général António Guterres de ses précieuses observations. Je remercie aussi de leurs exposés respectifs le général Marcos De Sá Affonso Da

Costa, commandant de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), et M<sup>me</sup> Jenna Russo, Directrice de la recherche à l'International Peace Institute.

Au nom de ma délégation, je rends hommage à tous les hommes et à toutes les femmes engagés dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies qui, par leur professionnalisme, leur dévouement et leur courage, continuent de défendre la paix, ainsi qu'à celles et ceux qui ont fait le sacrifice ultime au service de cette cause qu'est la paix.

Dès le lancement du maintien de la paix des Nations Unies, l'Inde en a été une pionnière, et elle a déployé plus de 250 000 soldats au sein de 49 missions de maintien de la paix des Nations Unies. Conformément à cette tradition, 5 500 de nos soldats sont actuellement déployés dans neuf missions. Cent soixante-quinze courageux soldats indiens ont consenti le sacrifice ultime au nom du drapeau bleu, ce qui représente le total le plus élevé parmi les pays fournisseurs de contingents.

Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont évolué au fil des ans pour devenir des opérations multidimensionnelles, intervenant dans des conditions de sécurité difficiles, notamment en Afrique. Les opérations de maintien de la paix sont de plus en plus sollicitées non seulement pour maintenir la paix et la sécurité, mais aussi pour faciliter les processus politiques, protéger les civils, désarmer les combattants, soutenir les processus électoraux, protéger et promouvoir les droits humains et rétablir l'état de droit. L'expansion des groupes terroristes en Afrique a conféré une nouvelle et délicate dimension au dispositif déjà complexe que constitue le maintien de la paix.

Ces dernières années, le maintien de la paix a dû faire face à un nouveau défi, celui des forces hostiles et des groupes terroristes, qui ont de plus en plus souvent recours aux technologies de l'information pour prendre les Casques bleus pour cible. Les campagnes de désinformation et de désinformation se multiplient, ce qui nuit aux activités des missions et met en danger la vie des soldats et soldates de la paix.

Les communautés locales nourrissent également des attentes infondées à l'égard du personnel de maintien de la paix et du mandat relatif à la protection des civils. Ces malentendus sont encore accentués par l'emploi de termes ambigus tels que « mandat robuste », « posture robuste » ou même « posture offensive » dans les

résolutions du Conseil de sécurité relatives aux mandats de maintien de la paix, ce qui laisse place à des interprétations spéculatives et arbitraires de ces mandats.

En outre, les missions dotées de mandats soi-disant robustes sont devenues les cibles de groupes terroristes et armés. Les données empiriques montrent que si la situation en matière de protection des civils dans les zones de conflit ne s'est pas améliorée, les attaques dirigées contre les soldats et soldates de la paix se sont multipliées, avec pour conséquence une augmentation exponentielle du nombre de victimes. En effet, un tiers de tous les actes malveillants dirigés contre les Casques bleus se sont produits au cours des 10 dernières années.

Il est dès lors indispensable que les missions de maintien de la paix abordent ces questions en associant les communautés locales, en instaurant la confiance et en les amenant à comprendre ce que le personnel de maintien de la paix peut faire pour elles et ce qu'il ne peut pas faire, en expliquant notamment les responsabilités qui incombent au premier chef à l'État hôte. Nous estimons qu'un échange d'informations authentiques est essentiel pour lutter contre la désinformation. Il importe aussi de communiquer par l'intermédiaire des messagers appropriés. Étant donné que la désinformation revêt de multiples facettes, il convient d'élaborer des stratégies ciblées de préparation et de riposte aux diverses formes de désinformation. Par conséquent, la mise en place d'une stratégie de communication efficace visant à atteindre ces objectifs est une condition *sine qua non* pour les opérations de paix.

À cet égard, je souhaite formuler les huit observations suivantes.

Premièrement, une communication stratégique efficace dans le cadre des opérations de paix est un processus qui commence au Conseil de sécurité, avec la rédaction de mandats compréhensibles et applicables. Un mandat qui définit avec précision l'intention, réduit au minimum les ambiguïtés et met en corrélation les tâches et les ressources contribuera grandement à clarifier l'objectif de la mission. Lors de l'élaboration des mandats de mission, le Conseil doit éviter les terminologies et les formulations qui suscitent de faux espoirs et de fausses attentes.

Deuxièmement, les buts et objectifs de la communication stratégique des missions doivent être clairement définis en fonction du mandat confié aux missions de maintien de la paix. Les communications hors mandat peuvent être source de confusion et de frictions avec les autorités de l'État hôte. En outre, la communication stratégique doit

avoir pour principal objectif de permettre aux populations locales de mieux comprendre les mandats et d'améliorer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix.

Troisièmement, la communication stratégique doit être uniforme et harmonisée sur toutes les plateformes de communication ainsi qu'au sein de tous les organes des missions de maintien de la paix. Grâce à une stratégie de communication harmonieuse et cohérente, les opérations de paix sont non seulement à même de véhiculer leur message avec clarté, mais aussi de bénéficier d'un retour d'information de la part des populations qu'elles servent et d'améliorer l'exécution de leur mandat.

Quatrièmement, les principes du maintien de la paix, notamment le consentement de l'État hôte, doivent être pleinement respectés. Aucune communication stratégique ne doit, de quelque manière que ce soit, chercher à empiéter sur la souveraineté de l'État hôte ou à porter atteinte à ses intérêts. La confiance et la coordination entre les missions et les États hôtes sont essentielles à la réussite des opérations.

Cinquièmement, la communication stratégique doit également sensibiliser la population locale à la nécessité de garantir la sécurité des Casques bleus et d'appliquer le principe de responsabilité pour les crimes commis à leur encontre. Au niveau des missions, des mesures concrètes doivent être prises pour assurer la sûreté et la sécurité du personnel, des camps et des infrastructures de la mission.

Sixièmement, la perception de la situation renforce la communication stratégique. Des plateformes telles que UNITE Aware, que notre délégation a aidé l'ONU à mettre en œuvre l'année dernière, jouent un rôle essentiel dans la communication stratégique. Cela facilite les activités visant à hiérarchiser les besoins et à orienter les efforts. En 2021, l'Inde a contribué à hauteur de 1,6 million de dollars au déploiement de la plateforme UNITE Aware, sous la forme de projets pilotes menés dans le cadre de quatre missions de maintien de la paix.

Septièmement, on ne saurait trop insister sur le rôle des soldates de la paix dans la mise en œuvre efficace de la communication stratégique. Nous sommes fiers du fait que le tout premier contingent féminin de maintien de la paix était un contingent indien stationné au Libéria, et que les habitants de ce pays se souviennent encore de ce contingent aujourd'hui. Les soldates de la paix ont joué un rôle important dans le renforcement de l'action des opérations de maintien de la paix, que ce soit au sein de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ou de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS).

Huitièmement, nous ne pouvons passer sous silence la nécessité de combattre l'insécurité que les groupes terroristes font peser sur les populations locales. Il est important que la communication stratégique des missions soit complétée par des mesures destinées à renforcer les capacités des forces de sécurité d'un État hôte en leur dispensant une formation appropriée et en leur fournissant un soutien logistique adéquat, ainsi qu'à renforcer la résilience des populations locales grâce à des efforts de consolidation de la paix visant à améliorer leurs moyens de subsistance et à répondre à leurs besoins fondamentaux.

Je conclurai en soulignant que la sûreté et la sécurité des soldats et des soldates de la paix doivent être une priorité absolue pour nous tous. Lorsque le Conseil élabore des mandats de maintien de la paix, il nous faut garder ce principe cardinal à l'esprit. Nous ne pouvons pas laisser les défenseurs du drapeau bleu affronter le danger sans les doter des ressources nécessaires pour faire face à de telles menaces. Forts de cette conviction, nous avons apporté en 2022 un soutien de 310 000 dollars à un projet de communication stratégique visant à renforcer le rôle des femmes dans les processus de paix et les processus politiques. Plusieurs projets à effet rapide dans le sud du Liban ont été financés par l'Inde et menés à bien par le bataillon indien de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'élimination des déchets et l'électricité. Nous avons également déployé des agents vétérinaires au sein de la MINUSS, au-delà de notre engagement dans les zones de mission, dans des régions où les communautés pastorales et le bétail sont le socle des activités économiques au niveau local.

Comptant parmi les plus grand pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, l'Inde demeure résolue à appuyer tous les efforts visant à améliorer la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix.

**M<sup>me</sup> Nusseibeh** (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Brésil d'avoir organisé le présent débat public sur un sujet aussi important et inédit, et je salue votre engagement personnel en faveur de cette question, Monsieur le Président. Je remercie également le Secrétaire général de son exposé et des informations qu'il nous a communiquées sur les efforts déployés par l'ONU pour intégrer la communication stratégique dans toutes ses activités. Je souhaite aussi remercier les remarquables intervenants de ce jour, le général Marcos de Sá Affonso da Costa, commandant de la force de la Mission

de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et M<sup>me</sup> Jenna Russo, Directrice de la recherche à l'International Peace Institute, de leurs exposés détaillés.

La communication stratégique est sans conteste un élément clef du maintien de la paix, comme nous l'avons entendu aujourd'hui.

Lorsqu'elle est bien utilisée, la communication stratégique est un outil puissant qui permet de faire le lien entre les opérations de maintien de la paix et toutes les parties prenantes, d'amplifier les messages constructifs, de lutter contre la désinformation et la mésinformation et de contribuer à la sûreté et à la sécurité du personnel des Nations Unies.

Une communication stratégique efficace peut également renforcer la diffusion des informations, ce qui facilite la mise en œuvre du mandat. Mais l'effet le plus appréciable de la communication stratégique est peut-être qu'elle offre aux communautés locales la possibilité de dialoguer directement avec les missions de maintien de la paix, renforçant ainsi l'appropriation locale des efforts de paix et, par conséquent, leur viabilité.

Grâce à ces fonctions essentielles, la communication stratégique peut renforcer l'efficacité du maintien de la paix. Nous devons donc garder à l'esprit que c'est au Conseil de sécurité qu'il appartient en premier lieu d'élaborer une communication stratégique efficace dans le domaine du maintien de la paix. En tant que membres du Conseil, nous avons la responsabilité de veiller à ce que tous les mandats de mission définissent des objectifs clairs et fournissent aux missions les moyens nécessaires pour mettre au point une communication stratégique efficace.

À cet égard, les Émirats arabes unis tiennent à souligner les éléments suivants.

Premièrement, le Conseil doit considérer la communication stratégique comme un élément central non seulement de la planification des opérations de maintien de la paix, mais aussi de ses propres travaux. Les efforts visant à adapter les messages du Conseil aux contextes locaux et à s'assurer qu'ils sont bien compris peuvent améliorer considérablement sa capacité à apporter des changements positifs en ce qui concerne les questions à l'ordre du jour. En outre, les déclarations à la presse et les documents adoptés par le Conseil, en particulier ceux qui répondent aux dynamiques locales, doivent être systématiquement traduits dans les langues locales.

Deuxièmement, le Conseil et l'ONU doivent s'attaquer aux effets pernicieux des campagnes de désinformation et de mésinformation menées contre les opérations de paix. Les attaques visant des Casques bleus ne se produisent pas sans raison et elles ne sont pas seulement le résultat des actions de groupes terroristes. Elles sont souvent le résultat direct d'un environnement hostile où se répandent désinformation et mésinformation sur les missions de maintien de la paix. Les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police font des sacrifices importants pour exécuter nos mandats. Notre responsabilité est d'assurer la protection de ces effectifs.

Troisièmement, pour obtenir des résultats efficaces, le maintien de la paix exige une collaboration étroite avec les communautés qu'il sert. Le dialogue est en effet essentiel pour garantir que les missions ne se contentent pas de diffuser des informations aux communautés locales, mais qu'elles sont également informées par elles. À cette fin, le Conseil doit veiller à ce que le personnel de maintien de la paix échange régulièrement avec les gouvernements des pays hôtes, les partenaires locaux et la société civile au sens large, afin de mieux comprendre les dynamiques locales et les différents publics et d'y adapter les approches du maintien de la paix.

En outre, les dirigeants des missions de maintien de la paix doivent intégrer la communication stratégique aux travaux sur les tâches qui leur sont confiées, telles que la protection des civils, les stratégies de désarmement, de démobilisation et de réintégration, l'appui au programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et les mesures prises pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. Il s'agit notamment de veiller à ce que le principe de responsabilité soit appliqué pour les actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles et à ce que les soldats de la paix soient tenus par l'ONU de respecter les normes les plus strictes en matière de responsabilisation.

Nous nous félicitons que les politiques et les orientations de l'ONU en matière d'opérations de maintien de la paix tiennent de plus en plus compte de ces liens et nous encourageons la poursuite des efforts à cet égard. Ce faisant, les missions de maintien de la paix doivent également veiller à ce que l'ensemble de la communication stratégique tienne compte des questions de genre ou, pour reprendre la terminologie de M<sup>me</sup> Russo, à ce qu'elles utilisent une approche porteuse de transformation du point de vue du genre, par le biais de discours et de récits adaptés au contexte.

De bout en bout, la communication stratégique peut contribuer à créer les conditions d'une mise en œuvre plus efficace des mandats de maintien de la

paix. Elle peut également contribuer à une transition réussie en réduisant au minimum l'incidence du retrait d'une mission. Les Émirats arabes unis sont fermement convaincus que, lorsqu'elle est utilisée correctement, la communication stratégique peut être un facteur de paix.

Nous remercions une fois de plus le Brésil d'avoir mis en lumière ce sujet important.

**M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier moi aussi le Brésil d'avoir organisé le tout premier débat sur ce sujet important. Je souhaite également remercier le Secrétaire général de ses remarques importantes et les deux autres intervenants de leurs exposés très éclairants.

La Norvège est vivement préoccupée par le fait que des groupes armés et d'autres auteurs de troubles semblent avoir davantage recours à la désinformation, à la désinformation et aux discours de haine visant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Cela compromet la capacité des opérations à s'acquitter de leur mandat et met en danger la sûreté et la sécurité des soldats de la paix. L'initiative Action pour le maintien de la paix Plus a inclus la communication stratégique parmi ses priorités. La situation qui vient d'être décrite démontre le bien-fondé de cette orientation. Nous devons aider les missions à gérer leurs risques, en utilisant des messages ciblés, en instaurant un dialogue avec les communautés locales et les gouvernements des pays hôtes, et en renforçant leur présence numérique et leurs compétences en matière de communication.

Cette question souligne également l'importance de la communication générale des missions sur leurs mandats. Les missions doivent être en mesure d'atteindre avec succès les populations locales et de gérer les attentes quant à ce qu'elles peuvent et ne peuvent pas faire, au moins en ce qui concerne la protection des civils. Nous devons donc investir dans le renforcement des capacités de communication stratégique au sein de chaque mission, sur la base d'une approche à l'échelle de la mission et en fonction de ses objectifs politiques.

Il est également possible d'utiliser la communication stratégique pour promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Grâce à un dialogue prenant en compte les questions de genre avec les communautés locales et les groupes de femmes, les soldats de la paix peuvent contribuer à promouvoir une participation véritable des femmes aux processus politiques. C'est vital. Sans l'inclusion des femmes, ces processus ont plus de risques d'échouer.

La Norvège attend avec intérêt que soient achevés la stratégie de communication, ainsi que les principes directeurs, les outils et la formation pour lutter contre la désinformation et la mésinformation, qui sont actuellement élaborés par le Département des opérations de paix. La Norvège appuie également la proposition tendant à examiner la communication stratégique dans l'ensemble des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, afin d'identifier les lacunes et les difficultés, ainsi que les mesures à prendre pour y remédier.

Enfin, nous soulignons une fois de plus l'importance du débat d'aujourd'hui. Il est de la responsabilité du Conseil de renforcer l'accent mis sur la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix. La sûreté et la sécurité des soldats de la paix et des personnes qu'ils doivent contribuer à protéger en dépendent.

**M. de Rivière** (France) : Je remercie le Brésil de l'organisation de cette séance et les différents intervenants de leurs présentations.

Les stratégies de communication des opérations de paix peuvent servir la protection des civils et la mise en œuvre des mandats. Elles peuvent assurer une information en temps réel des populations sur leur environnement sécuritaire. Elles doivent contribuer au bon fonctionnement des réseaux d'alerte précoce et de réaction rapide. En exploitant le potentiel du numérique, la communication peut contribuer à lutter contre les discours de haine, les incitations à la violence et les tentatives de manipulation de l'information.

Vis-à-vis de l'État hôte, la communication stratégique doit nourrir une confiance mutuelle et un dialogue régulier, gages d'efficacité et d'acceptation de l'opération de paix. L'échange d'informations sur la situation sur le terrain et sur les attentes des parties prenantes contribue à la mise en œuvre des mandats. Le travail d'écoute et de pédagogie auprès des autorités et des communautés locales doit se poursuivre pour renforcer les partenariats et protéger les civils. Je salue ici le rôle exemplaire de Radio Okapi, au sein de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et de Mikado FM, au Mali, pour informer les populations de manière fiable.

Les opérations de paix font face à des environnements de plus en plus hostiles et sont directement prises pour cible, y compris dans le domaine de la communication. Des campagnes de manipulation de l'information massives ont lieu en République centrafricaine ou encore

au Mali. Ces campagnes menées sur les réseaux sociaux ont pour but de saper la crédibilité et la réputation des Casques bleus. Elles rendent l'environnement opérationnel plus complexe.

Des initiatives sont prises pour renforcer la sécurité des Casques bleus et leur perception sur le terrain. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud a développé un groupe WhatsApp avec des relais d'influence pour répondre aux fausses informations sur son action. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali forme des journalistes à la vérification des faits et diffuse des messages en langue locale pour prévenir les tentatives de manipulation de l'information. De telles initiatives doivent se multiplier. Pour les renforcer, la France compte sur la mise en œuvre de la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies. Elle permettra de soutenir le développement de capacités au sein des opérations pour détecter, analyser et répondre aux éléments potentiels de désinformation.

Les Nations Unies doivent enfin disposer des moyens adéquats pour développer une communication stratégique. Il faut en priorité adopter une approche intégrée de la communication, mission par mission, à chaque échelon, autour de messages communs. Je pense notamment à la promotion des programmes Femmes, paix et sécurité et Jeunes, paix et sécurité. Une approche intégrée contribuera aussi à renforcer la coordination entre les composantes militaires, policières et civiles des opérations. Cette approche doit s'étendre à l'ensemble des agences, fonds et programmes des Nations Unies lorsqu'une opération de paix est en transition ou en phase de retrait.

Il importe de doter les opérations de paix des moyens nécessaires. La maîtrise des technologies de l'information et de la communication est indispensable, notamment pour atteindre les plus jeunes. Le Secrétaire général pourra compter sur l'appui de la France, qui apporte déjà près de 700 000 dollars en 2021 et en 2022 pour la communication numérique du maintien de la paix. Mais ce sont avant tout les femmes et les hommes sur le terrain qui sont les visages et les voix des opérations de paix. Leur communication doit être proactive, adaptée au contexte et se faire dans la langue locale. Pour cela, la formation des personnels est indispensable et elle incombe au premier chef aux pays contributeurs de troupes. La France continuera à soutenir le multilinguisme dans les opérations de paix, notamment à travers la formation des instructeurs des contingents francophones en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie.

Beaucoup reste à faire. La France continuera à soutenir l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus du Secrétaire général, y compris pour exploiter le potentiel de la communication stratégique au service de la paix.

**Dame Barbara Woodward** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, pour le leadership du Brésil sur ce sujet. Je remercie également les intervenants d'aujourd'hui. Je m'associe aux autres orateurs pour rendre hommage à tous les Casques bleus, en particulier ceux qui ont perdu la vie au service de la paix.

Le débat d'aujourd'hui met en exergue le fait qu'une communication stratégique efficace joue un rôle de catalyseur essentiel à l'exécution des mandats. Elle permet de renforcer la confiance et de mieux faire entendre la voix de ceux qui consolident et pérennisent la paix. Elle est également essentielle pour la sûreté et la sécurité des Casques bleus. Comme nous l'a dit le Secrétaire général, près de la moitié des soldats de la paix ont déclaré que la désinformation entrave l'exécution des mandats et compromet leur sûreté et leur sécurité. Je voudrais faire trois observations à cet égard.

Premièrement, la communication stratégique doit être une activité qui mobilise l'ensemble de la mission, intégrée à la planification et à l'exécution du mandat et évaluée au moyen du Système complet de planification et d'évaluation de la performance. Elle doit tirer parti des technologies numériques pour s'adapter à l'évolution des contextes de communication. Nous appuyons les efforts déployés à cette fin dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus et de la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies.

Deuxièmement, tous les acteurs doivent s'abstenir de diffuser des éléments de désinformation et de mésinformation ciblant l'ONU, qui nuisent à l'exécution du mandat et à la sûreté et la sécurité des Casques bleus, notamment en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et au Mali. Depuis que le groupe Wagner, soutenu par le Kremlin, s'est déployé au Mali, nous avons constaté une augmentation considérable du nombre de mensonges dangereux diffusés en ce qui concerne le mandat et les activités de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Cela met davantage en danger la vie des Casques bleus dans un environnement déjà instable et crée un climat de méfiance, ce qui dissuade les communautés locales de partager des informations avec la MINUSMA, et entrave la capacité de

la Mission de prévenir les attaques contre les civils et les Casques bleus. La diffusion continue d'éléments de désinformation et de mésinformation entraînera plus de décès. Il n'y a aucune excuse pour de telles activités.

Troisièmement, je voudrais souligner le rôle important que joue la communication stratégique à l'appui du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Je me félicite des efforts que les Casques bleus britanniques et leurs homologues allemands fournissent dans le cadre de la MINUSMA à cet égard. Ils rencontrent des associations de femmes et aident les stations de radio locales à toucher un public féminin. Cela permet de renforcer l'entente mutuelle et donne aux Maliennes des plateformes pour militer en faveur de la paix.

Pour conclure, je voudrais saluer les six mesures présentées par le Secrétaire général et souligner que le Royaume-Uni continuera d'apporter son plein appui aux activités de maintien de la paix des Nations Unies, notamment en vue de l'adoption d'une approche innovante, moderne et intégrée en matière de communication stratégique.

**M<sup>me</sup> Ngyema Ndong** (Gabon) : Je remercie la présidence brésilienne pour l'initiative de ce débat public de haut niveau dont l'importance est toute particulière pour mon pays, le Gabon, qui, de longues années durant, s'est déployé dans les efforts de maintien de la paix dans la sous-région de l'Afrique centrale notamment. Cette rencontre revêt un intérêt d'autant plus particulier en ce qu'elle nous donne l'occasion de nous pencher sur un des sept domaines prioritaires de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus : celui de la communication stratégique. Je me réjouis du plaidoyer du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il a toujours prôné la diplomatie pour la paix, faisant notamment de la revue des opérations de maintien de la paix un des piliers de la réforme de l'ONU. Nous remercions par ailleurs les excellents orateurs du jour pour leurs interventions édifiantes.

Plus de 60 ans après le déploiement des premiers Casques bleus, les opérations de maintien de la paix sont, sans aucun doute, devenues au fil des années, un outil essentiel de l'action de l'Organisation des Nations Unies en faveur de la paix et de la sécurité dans le monde. Elles jouent un rôle capital dans un contexte global plus que jamais marqué par des crises multiples et de nouvelles menaces à la paix et à la sécurité internationales. Cet environnement de plus en plus complexe et changeant exige de l'ONU de se réinventer continuellement afin de donner des réponses à la mesure des défis sécuritaires

qui se posent à elle. Dès lors, opter pour une communication stratégique solide, efficace et adaptée aux réalités du terrain, devient une nécessité. Il est en effet primordial que cette communication tienne compte de l'environnement dans lequel se déploient les opérations de maintien de la paix pour contribuer de manière optimale à l'établissement d'un dialogue constructif avec le pays hôte et pour instaurer un climat de confiance nécessaire à la mise en œuvre effective des mandats des opérations de maintien de la paix.

L'on ne saurait avoir des opérations de maintien de la paix efficaces sans l'adhésion et le soutien des populations et des communautés locales. Celles-ci doivent être rassurées et convaincues de la pertinence des mandats de maintien de la paix. Le soutien des populations locales amplifie en effet les possibilités de contrer au mieux les menaces asymétriques, tout en maximisant les réticences des populations civiles à apporter tout soutien aux groupes armés. Ces efforts de communication doivent être combinés à d'autres activités de sensibilisation afin de créer une perception positive des forces onusiennes et d'assurer une meilleure protection du personnel des missions de paix. Ainsi, les relais communautaires se révèlent des atouts majeurs permettant d'optimiser les actions sur le terrain et d'accroître l'efficacité des mandats.

Les opérations de maintien de la paix reposent plus que jamais sur un solide écosystème de technologies et d'innovation qui vient non seulement renforcer les outils de gestion et de prévention des conflits, mais aussi favoriser une meilleure appréciation des situations, améliorer l'appui aux missions et faciliter une mise en œuvre plus robuste des mandats des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, bien souvent dans des environnements complexes.

De façon manifeste, le monde est à un point de bascule vers une robotisation ou une numérisation de nos sociétés et de notre gouvernance, aussi bien à l'échelle nationale que globale, et surtout de nos droits et de nos obligations. Cette mutation technologique n'a malheureusement pas que des avantages. Elle s'accompagne de conséquences et de sources de préoccupations, comme toute science n'étant pas revêtue du manteau de la conscience.

Souvent considérée comme un catalyseur ou un multiplicateur des forces, la technologie peut se convertir en facteur d'exacerbation des conflits mondiaux. Nous prenons pour exemple les discours haineux, de radicalisation et d'incitation à la discrimination et à la violence sous toutes les formes, diffusés au moyen d'Internet,

dont les femmes et les jeunes sont les premières cibles vulnérables. Ce sont aujourd'hui autant de techniques utilisées pour semer la terreur et la peur et pour asseoir la pérennisation des crises.

C'est dans ce sens que nous réitérons notre soutien à la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies, ainsi qu'à la Stratégie et au Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine. Mon pays réaffirme naturellement son soutien à l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, qui fait de la mise en œuvre accélérée du programme pour les femmes et la paix et la sécurité une préoccupation transversale et inclut parmi ces domaines prioritaires la nécessité d'établir une communication stratégique efficace.

Nous lançons par ailleurs un appel à la prise en compte du principe du multilinguisme dans les opérations de maintien de la paix. Il permet en effet de faciliter la communication et d'instaurer la confiance entre les populations et les troupes mobilisées sur le terrain, de même qu'il facilite les actions de consolidation de la paix.

Pour terminer, le Gabon se félicite du renforcement de la coopération entre l'Union africaine et l'ONU, notamment dans le cadre de la résolution des crises sur le continent. L'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) en sont la parfaite illustration.

L'expérience de l'AMISOM en particulier montre qu'avec l'appui d'un financement prévisible et un soutien logistique adéquat, l'Union africaine est capable de mener des opérations de paix, même dans les conditions les plus difficiles. Cet exemple doit servir autant pour la nouvelle Mission de transition de l'Union africaine en Somalie que pour le Groupe de cinq pays du Sahel et les missions qui seront menées sous le leadership africain.

Dans un contexte régional de plus en plus dominé par la menace terroriste, un partenariat entre l'ONU et l'Union africaine consolidé par un financement approprié est indispensable si l'on veut que l'action menée par l'Union africaine sur le terrain soit efficace et donne les résultats escomptés.

**M. Hoxha** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Brésil d'avoir organisé le présent débat, le tout premier sur la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix. Je remercie également le général Affonso da Costa et M<sup>me</sup> Russo de nous avoir transmis de précieuses informations.

Je voudrais formuler cinq brèves observations.

Premièrement, nous assistons chaque jour à la propagation de la désinformation et de la désinformation dans le monde entier, qui affecte notre vie quotidienne. Malheureusement, ce fléau touche aussi le secteur de la sécurité et a des répercussions sur les civils et les contingents des Nations Unies sur le terrain. L'Albanie approuve pleinement la priorité n° 6 de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, relative à la communication stratégique, et estime qu'elle contribue à limiter la désinformation et la désinformation qui constituent des obstacles à la paix.

La désinformation, la désinformation, les discours de haine, la propagande et les théories du complot ont des conséquences désastreuses, comme nous avons pu le constater à plusieurs reprises. La désinformation porte atteinte aux faits, dissimule les crimes et déforme la réalité. C'est pourquoi une communication bien réfléchie est essentielle à la mise en œuvre adéquate et sûre des mandats des opérations de maintien de la paix sur le terrain.

Deuxièmement, la transparence des activités des Nations Unies, dans tous leurs aspects et tous les domaines, y compris les opérations de maintien de la paix, est essentielle pour maintenir et consolider la confiance et l'appui aux travaux de l'Organisation. Nous accueillons favorablement toute mesure prise pour faire la lumière sur tous les cas d'exploitation, d'atteintes et de harcèlement sexuels. Les Casques bleus doivent remplir leur mission avec la diligence requise afin de protéger les civils et ne doivent pas abuser des personnes qu'ils sont censés aider et protéger.

Nous félicitons la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et toutes les missions des Nations Unies qui agissent avec transparence à cet égard, en prenant des mesures concrètes pour garantir l'application du principe de responsabilité.

Cela m'amène à mon troisième point, qui porte sur le soutien à l'élaboration d'une stratégie pour la transformation numérique. Nous sommes convaincus qu'il est possible d'améliorer la communication en l'étendant à l'espace numérique, et ce dans l'ensemble du système des Nations Unies. Il est bien plus facile et plus rapide de renforcer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix par de nouveaux moyens en utilisant correctement la technologie numérique.

Quatrièmement, la protection des civils est la tâche principale de chaque mission : c'est une priorité et un impératif. Elle requiert par conséquent une

communication améliorée et permanente pour lutter efficacement contre les préjugés qui nuisent aux opérations de paix et pour gagner la confiance des communautés.

À cet égard, nous soulignons qu'il importe d'établir une communication qui tienne compte des questions de genre et de mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous félicitons les opérations de maintien de la paix d'encourager la participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, à la prévention et au règlement des conflits locaux, ainsi qu'aux transitions politiques. Promouvoir l'action et les atouts des femmes et amplifier leur voix, conformément aux spécificités des mandats relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité dans les opérations de maintien de la paix, est primordial pour sensibiliser le grand public à l'importance du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les opérations de maintien de la paix.

Mon cinquième et dernier point concerne la communication entre les soldats de la paix et les communautés locales. Là encore, j'évoquerai la MONUSCO, dans le cadre de laquelle l'ONU collabore avec les conseils de sécurité locaux pour avertir les autorités et la police locales de la moindre menace pour la sécurité.

La prévention sauve des vies, et pour la garantir, une bonne communication est essentielle. Il convient d'encourager, dans la mesure du possible, le recours à la technologie pour dialoguer avec les communautés, car il s'agit d'une pratique optimale permettant de maintenir le dialogue et d'alimenter le processus politique. C'est pourquoi nous appuyons l'appel lancé au Secrétaire général pour qu'il procède à un examen de la communication stratégique dans toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, y compris au niveau du Siège.

**M<sup>me</sup> Byrne Nason** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je tiens à saluer la présence du Ministre brésilien des relations extérieures au Conseil aujourd'hui et à remercier le Brésil d'avoir organisé le présent débat. Nous attendons bien entendu avec intérêt l'adoption d'une déclaration de la présidence plus tard dans la matinée. Je tiens également à remercier les intervenants de ce matin.

L'Irlande partage avec le Brésil et de nombreux autres pays ici présents un attachement profond et de longue date au maintien de la paix.

Le Conseil de sécurité déploie des soldats de la paix dans les situations les plus difficiles. Un trop grand nombre d'entre eux ont consenti le sacrifice ultime au service de la paix. Il nous incombe donc, au Conseil, de nous demander ce que nous pouvons faire de plus pour garantir que les soldats de la paix rentreront chez eux en toute sécurité. Une communication stratégique efficace est un outil essentiel à cet égard.

Le déploiement d'une mission de maintien de la paix doit envoyer un message clair d'espoir aux populations sur le terrain dans les zones de conflit. Ce message doit indiquer sans détour que la communauté internationale se tient à leurs côtés et que nous nous employons à leur permettre de mener une vie meilleure dans leur pays. Toutefois, pour que ces missions soient couronnées de succès, il est essentiel qu'elles soient en mesure de communiquer efficacement et régulièrement avec les communautés locales, les pays hôtes et toutes les parties aux conflits.

La stratégie de mise en œuvre de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus du Secrétaire général témoigne à suffisance de l'importance que revêt la communication stratégique. Les opérations de maintien de la paix sont déployées dans les environnements les plus complexes, où les conflits font souvent l'objet de discours contradictoires. Il est indispensable d'expliquer clairement aux populations sur le terrain, en particulier celles qui sont difficiles à atteindre ou les plus exposées au danger, pourquoi les soldats de la paix sont là et le rôle qu'ils peuvent jouer, et de gérer les attentes en la matière. Cela exige une approche concertée mobilisant l'ensemble du système des Nations Unies, des échelons stratégiques les plus élevés aux niveaux opérationnels et tactiques.

Nous savons par expérience que la désinformation, la mésinformation et les discours de haine peuvent avoir des effets extrêmement néfastes sur les soldats de la paix et les civils qu'ils sont chargés de protéger. En d'autres termes, une communication stratégique efficace améliore la protection des forces et peut réduire la violence et contribuer à la pérennisation de la paix.

Les contingents irlandais servant dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies ont toujours mis un fort accent sur les opérations de proximité afin de communiquer efficacement avec les autorités et les populations locales. Au sein de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, par exemple, cela passe par la mobilisation des principaux dirigeants et des populations, ainsi que par des projets de coopération civile et militaire. Dans le cas de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, des projets à effet rapide sont mis en place.

La communication stratégique ne peut pas se faire dans le vide en termes d'appréciation de la situation. Le renseignement en matière de maintien de la paix doit éclairer des stratégies cohérentes de communication stratégique. Celles-ci doivent à leur tour contribuer à renforcer la sûreté et la sécurité de nos soldats de la paix, tout en améliorant l'exécution des mandats.

Nous attachons une importance particulière à la protection des civils. Nous devons saisir toutes les occasions de faire entendre notre voix au nom de ceux qui ne peuvent pas le faire. Nous devons contrer les discours de haine ; nous devons réfuter la désinformation et la désinformation ; et nous devons garantir l'application d'une politique de tolérance zéro à l'égard de toutes les formes d'exploitation et d'atteintes sexuelles. La création d'environnements protecteurs nécessite de collaborer avec les acteurs locaux, y compris les jeunes, et de promouvoir la participation et le leadership des femmes. Nous tenons à souligner et à saluer le travail accompli dans certains des contextes les plus difficiles pour promouvoir le rôle des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Nous estimons que la communication stratégique est particulièrement importante durant les phases de transition des missions des Nations Unies. Il est crucial que dans le cadre de la planification de la transition, une stratégie de communication efficace soit élaborée pour s'assurer que le rôle et les responsabilités d'une présence des Nations Unies reconfigurée sont clairement compris par tous, en particulier les populations locales. Il est essentiel de veiller à ce qu'aucun groupe ne se sente abandonné et d'accorder un rôle important à la collaboration avec la société civile.

Pour terminer, je tiens également à souligner que la révolution numérique a sans aucun doute changé fondamentalement notre monde, mais aussi la manière dont le public consomme l'information, ce qui est important. Les opérations de maintien de la paix ne font pas exception et doivent s'adapter aux nouvelles réalités. L'utilisation efficace de la communication stratégique peut jouer un rôle important dans l'exécution des mandats et pour assurer la sécurité de nos soldats de la paix et des populations qu'ils ont été déployés pour protéger. En tant que pays qui contribue depuis longtemps aux missions de maintien de la paix, l'Irlande est pleinement engagée à renforcer les capacités de communication stratégique des missions de maintien de la paix. Nous remercions une fois de plus la présidence brésilienne d'avoir soulevé cette question.

**M. Kimani** (Kenya) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cet important débat public. Je remercie également le Secrétaire général de ses observations, ainsi que le commandant de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, le général Affonso Da Costa, et M<sup>me</sup> Jenna Russo de leurs exposés.

En tant que pays qui fournit des contingents et du personnel de police depuis près de cinq décennies, le Kenya sait quelles sont les populations ciblées par la communication stratégique aux niveaux local, régional et international. Autant que possible, notre personnel communique avec les communautés locales et les autres acteurs clefs. Nous estimons que la plupart des missions de maintien de la paix, en changeant d'approche et en se dotant des compétences nécessaires, peuvent transformer la communication stratégique en un outil encore plus puissant pour améliorer l'exécution de leurs mandats.

Je voudrais faire trois recommandations dont la mise en œuvre permettrait d'améliorer l'efficacité du maintien de la paix.

Premièrement, et c'est peut-être le plus important, les missions doivent comprendre que les opérations sont en elles-mêmes une forme de communication ou de mauvaise communication. Dans le cadre de la planification de toutes les opérations, qui vont de la protection des civils à des opérations offensives menées pour imposer la paix, il faut faire appel aux compétences en matière de communication, dès le début. La prise de décisions concernant les objectifs et la conduite d'une opération et les risques qui y sont liés, pour ce qui est de faire en sorte que les messages atteignent le public visé, doit être basée sur la mise en avant de la communication stratégique.

Deuxièmement, une mentalité axée sur la communication est particulièrement importante dans les zones d'opérations où sont présents les groupes Al-Qaida et Daech. Ces groupes utilisent des moyens de communication sophistiqués. D'ailleurs, on pourrait faire valoir que même leur recours au terrorisme est une forme de communication. Ils cherchent à contrôler la perception et les réactions de différents publics, qui vont des populations locales aux dirigeants nationaux et au public international. Ils s'attaquent constamment à la continuité et à la légitimité des gouvernements, en utilisant des textes culturels et religieux pour avoir un effet optimal au niveau local. La communication leur permet de recruter de nouveaux membres. Elle est utilisée pour justifier leurs campagnes. Elle dépeint l'État comme étant incapable de protéger les civils et comme un acteur illégitime dont les objectifs vont à l'encontre des valeurs et des intérêts de la population. À terme, elle peut transformer une grande partie de la population en opposants actifs à l'État, même si en fin de compte, les objectifs de ces groupes mettent en péril les espoirs de paix et de développement de la population.

Si les forces de maintien de la paix ne sont pas chargées de mener des opérations antiterroristes classiques, leurs mandats consistent souvent à appuyer une gouvernance efficace et la stabilité des gouvernements. Il est donc raisonnable de penser que les missions de maintien de la paix ne peuvent pas faire fi des opérations d'information des groupes terroristes si elles veulent mettre concrètement en œuvre leurs mandats de stabilisation politique. Pour ce faire, les missions doivent être capables de comprendre les messages diffusés par les terroristes et de déterminer quelles sont les populations visées par la radicalisation, le recrutement et la gestion des perceptions. Les missions doivent ensuite élaborer et diffuser des contre-messages, avec le même niveau, voire un niveau supérieur, d'ambition et de sophistication, et aider les gouvernements à faire de même.

Dans les régions où sont présents des groupes affiliés à Al-Qaida ou à Daech ou des groupes qui les imitent, ces compétences doivent englober la connaissance de leur idéologie et des moyens de la combattre aux niveaux local et national. Il importe également que les missions soient en mesure de contrer la désinformation des acteurs négatifs dans les langues et les dialectes locaux pertinents.

Troisièmement, il est crucial qu'au moment de renouveler un mandat ou d'établir un nouveau mandat, le Conseil de sécurité accorde un rôle fondamental à la communication stratégique, qui doit être prise en compte dans les ressources allouées à la mission. Dans le cadre de cette allocation de ressources, l'ONU doit procéder à l'identification et au recrutement de compétences pertinentes en matière de communication stratégique, notamment en ce qui concerne les discours de haine, la désinformation et la diffusion des messages idéologiques des groupes Al-Qaida et Daech. Ces capacités doivent également s'appliquer au domaine informatique, qui est une destination de choix pour la mésinformation, la désinformation et les autres opérations d'information menées par ces acteurs hostiles.

À cet égard, les missions des Nations Unies auraient intérêt à collaborer avec les experts locaux et la société civile pour que les messages stratégiques diffusés soient favorables à la paix et positifs à l'égard des missions.

En bref, les activités de maintien de la paix des Nations Unies sont entrées potentiellement dans une phase de transformation de la manière dont elles utilisent la communication stratégique. Nous saluons tous les efforts visant à promouvoir cette importante base de

connaissances, et nous espérons qu'elle sera pleinement déployée dans toutes les zones d'opérations. Avec le temps, il est essentiel que les gouvernements et les forces de sécurité des pays hôtes puissent se doter de ces compétences pour contribuer à la réalisation des objectifs à long terme en matière de règlement des conflits, de réconciliation et de renforcement du contrat social.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous nous félicitons de vous voir présider en personne la présente séance, Monsieur le Ministre. Nous apprécions vivement la contribution de votre pays aux efforts de maintien de la paix des Nations Unies. Nous vous remercions d'avoir soumis à l'examen du Conseil de sécurité une question aussi importante que la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix. Nous avons appuyé l'initiative de préparer une déclaration de la présidence du Conseil sur ce sujet. Nous savons gré à la délégation de votre pays du travail qu'elle a accompli. Nous nous associons également à la déclaration que prononcera le représentant de l'Indonésie au nom du Groupe des Amis de la sûreté et de la sécurité des Casques bleus. Nous remercions par ailleurs le Secrétaire général et les autres intervenants de leurs exposés.

Les Casques bleus accomplissent leur noble mission dans des conditions extrêmement difficiles et dangereuses, en risquant leur vie au quotidien. Nous saisissons cette occasion pour rendre hommage à tous les soldats et soldates de la paix qui s'acquittent honorablement de leurs fonctions, et pour présenter nos condoléances aux pays et aux familles de celles et ceux qui ont perdu la vie au combat dans l'exercice de leurs fonctions.

La communication stratégique a pour but de faciliter l'exécution des mandats des missions de maintien de la paix des Nations Unies, de contribuer à la protection des Casques bleus contre les informations malveillantes et les provocations et de renforcer la confiance des parties belligérantes et des populations locales dans leurs activités.

Bien entendu, l'objectif principal est de garantir le fonctionnement efficace des missions. Les opérations de maintien de la paix d'aujourd'hui sont complexes et multidimensionnelles. Les obligations que leur impose leur mandat vont des tâches purement militaires, et parfois même offensives, aux tâches qui se rapprochent de l'exercice de certaines fonctions étatiques dans le domaine de la protection des droits de l'homme, de la promotion de l'état de droit et du travail auprès des enfants et des jeunes. Dans certains cas, lorsqu'une mission est déployée dans un pays depuis des années ou

des décennies, elle finit par s'intégrer dans le processus politique et par modifier l'essence de ces États. Que cela soit bon ou mauvais est une question rhétorique ; ce qui importe, c'est d'être conscient que dans de telles circonstances, l'on ne peut imaginer une situation où la mission resterait à l'abri des critiques.

Nous sommes convaincus que toutes les fonctions que le Conseil de sécurité attribue aux opérations de maintien de la paix doivent être claires et précises, et servir un seul objectif, celui de parvenir à un règlement politique et d'instaurer la paix et la stabilité dans les pays hôtes. La direction de la mission joue un rôle essentiel à cet égard.

Un autre aspect essentiel et tout aussi important de la communication stratégique concerne la mise en place d'une coopération constructive avec l'État hôte et le maintien de contacts fondés sur la confiance avec le gouvernement et la population locale. Les missions de maintien de la paix doivent être perçues, dans leurs actes plutôt que dans leurs paroles, comme des partenaires dans la réalisation des objectifs qu'elles partagent avec le gouvernement et la population de l'État hôte, par exemple en apportant une aide désintéressée aux États les plus vulnérables afin de régler leurs problèmes. Les missions ne doivent pas agir comme des organes de contrôle politique, qui surveillent des gouvernements souverains et introduisent dans les pays des prescriptions qui ont été formulées à l'étranger. Toutes les composantes des opérations de maintien de la paix doivent se conformer strictement à leur mandat, agir de manière cohérente et ne jamais se contredire. Nous sommes convaincus que tôt ou tard, nous devons nous remettre à discuter de ce que signifient l'impartialité, l'absence de parti pris et l'objectivité de l'ONU dans un environnement en mutation. Nous devons nous assurer qu'aucune de ces notions ne soit synonyme d'inaction.

Le troisième aspect que nous voulions aborder aujourd'hui concerne les moyens de rendre opérationnelles les mesures visant à améliorer la communication stratégique. En fait, le problème des critiques formulées contre les opérations de maintien de la paix n'a rien de nouveau. Nous l'avons vu il y a de nombreuses années en République démocratique du Congo et en Haïti, et nous le voyons aujourd'hui au Soudan du Sud, en République centrafricaine et au Mali. Certaines missions ont relevé ces défis plus efficacement ; elles ont sensibilisé la population à leur mandat, elles sont allées au contact avec la population locale par l'intermédiaire de la radio et de la télévision et elles ont mis en œuvre des projets

locaux. D'autres ont été beaucoup moins efficaces. Mais dans la plupart des cas, ce sont les projets à effet rapide qui ont donné de bons résultats. D'un bon rapport coût-efficacité, ces projets ont permis d'établir des contacts avec les groupes de population les plus vulnérables et de leur fournir une aide concrète. Cette approche a été largement utilisée et très utile en Haïti, où elle a été activement promue par la délégation brésilienne, ainsi qu'en République démocratique du Congo. À l'ère des technologies de pointe, les réseaux sociaux et les autres méthodes d'approche de la population jouent un rôle crucial. Mais nous ne devons pas oublier que les actes en disent plus que les paroles. Nous appelons le Secrétaire à accorder une attention particulière à cette question lorsqu'il préparera le rapport correspondant.

La question de sûreté et de la sécurité des soldats de la paix a occupé une place centrale tant dans la note de cadrage établie par le Brésil pour la présente séance (voir S/2022/539, annexe) que pendant nos consultations sur le projet de déclaration du Président. Qu'il me soit permis de souligner que cette question demeure une des priorités de la Fédération de Russie. Comme d'autres pays fournisseurs de contingents, nous avons perdu, il y a quelque temps, un soldat de la paix du contingent de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. C'est pourquoi nous prenons ce sujet très au sérieux. Nous appelons à en discuter de manière approfondie et sur le fond.

Ce n'est pas un secret, et les rapports du Secrétaire général, y compris ceux qu'il prépare pour le Comité spécial des opérations de maintien de la paix, le confirment, les soldats de la paix sont principalement victimes des attaques asymétriques, des agissements des groupes armés, de la présence d'engins explosifs improvisés, d'une surexploitation des forces de maintien de la paix et d'un manque d'équipement et de moyens d'évacuation. Récemment, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les catastrophes naturelles sont devenues un problème majeur pour les Casques bleus. Ce sont les principaux ennemis des soldats de la paix. S'attaquer à ces problèmes doit être notre priorité.

Quant à la diffusion d'informations fausses et trompeuses, il ne fait aucun doute que ces tendances sont en hausse dans le monde entier et qu'elles méritent notre plus ferme condamnation. Malheureusement, les normes et principes fondamentaux garantissant la liberté d'expression et l'accès à l'information, ainsi que la protection des droits professionnels des journalistes, ont connu une érosion sans précédent. Nous avons affaire à une infodémie ciblée, qui s'est substituée aux grands médias du

monde, servant les intérêts d'un groupe restreint d'États. L'espace de l'information est soumis à une censure. En premier lieu, elle provient des géants de la technologie de l'information, qui monopolisent la sphère des réseaux sociaux et de l'hébergement vidéo.

Le personnel de l'ONU, tant au Siège que dans les missions sur le terrain, doit être conscient de ces processus. Utiliser des informations non vérifiées pour obtenir un avantage politique ou militaire sur le terrain est une tendance très dangereuse. Nous devons veiller à détecter rapidement et à prévenir les campagnes de désinformation, et neutraliser leurs conséquences. Même au sein du Conseil, nous avons été confrontés à des situations où des photos floues provenant de réseaux sociaux ou de médias ont été présentées comme des preuves irréfutables d'infractions commises. Aujourd'hui, nous avons également entendu certains de nos collègues faire des affirmations propagandistes et politisées. Les tentatives de détourner le sujet de la sécurité des Casques bleus pour satisfaire des objectifs politiques égoïstes qui n'ont rien à voir avec la protection des Casques bleus ni avec la stabilisation des pays en conflit sont très risquées.

Nous appelons l'ONU à ne jamais négliger la coopération avec les forces de répression des pays hôtes, car en vertu du droit international, elles sont responsables au premier chef de la sûreté et de la sécurité des soldats de la paix. Toutes les menaces pesant sur la vie et sur la santé des soldats de la paix, sans parler des attaques commises contre eux, doivent faire l'objet d'une enquête conformément à la législation nationale des pays hôtes. En ce qui concerne les publications formulant des critiques ou même les manifestations, ce qui est nécessaire, ici, c'est d'échanger avec la population et d'expliquer inlassablement le mandat des soldats de la paix, afin que les gens puissent avoir des attentes réalistes. Rien ne peut autant améliorer l'image des Casques bleus qu'une mise en œuvre efficace de leur mandat, notamment en matière de protection des civils.

**M. Zhang Jun** (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine vous souhaite la bienvenue à New York, Monsieur le Président, pour présider la présente séance. La Chine salue et appuie l'initiative prise par le Brésil d'organiser ce débat public sur la communication stratégique et d'adopter une déclaration du Président. Nous pensons que cette séance contribuera grandement à accroître l'efficacité et l'efficacité des opérations de maintien de la paix.

Je tiens également à remercier le Secrétaire général Guterres, le général Affonso Da Costa et M<sup>me</sup> Russo de leurs exposés.

La Chine s'associe à la déclaration du Groupe des Amis de la sûreté et de la sécurité des Casques bleus, qui sera prononcée par l'Indonésie.

Je saisis cette occasion pour rendre un hommage appuyé à tous les Casques bleus engagés dans le maintien de la paix sous la bannière de l'ONU. La communication stratégique peut aider le monde à mieux connaître le maintien de la paix, et aider le maintien de la paix à mieux servir le monde. L'initiative Action pour le maintien de la paix, lancée par le Secrétaire général, inclut la communication stratégique dans la boîte à outils des opérations de maintien de la paix, ce qui constitue une mesure importante pour renforcer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et améliorer la performance des opérations de maintien de la paix.

La Chine estime que pour améliorer la communication stratégique, nous devons nous concentrer sur les quatre domaines suivants.

Premièrement, nous devons créer des partenariats plus solides. Une opération de maintien de la paix est comparable à un concerto joué par les parties prenantes. L'ONU doit améliorer la communication avec le pays hôte, les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et les organisations régionales, afin de partager les informations, d'harmoniser les objectifs et de coordonner les activités.

De toutes les parties prenantes, le pays hôte est la plus importante. Le déploiement d'une opération de maintien de la paix nécessite le consentement du pays hôte. La sécurité du personnel doit être assurée par ce pays, et l'exécution de son mandat appelle sa coopération. L'ONU doit continuer à améliorer la communication avec les pays hôtes, tenir compte de leurs opinions, accorder de l'importance à leurs préoccupations et solliciter leur appui.

La surveillance des cessez-le-feu, entre autres, a toujours été un élément essentiel du mandat des opérations de maintien de la paix, et elle a résisté à l'épreuve de l'histoire. À l'heure actuelle, les mandats de certaines missions ne cessent de s'étendre de manière inconsiderée. Ils tentent de couvrir tous les aspects, mais ne produisent pas les résultats escomptés. Le Conseil devrait définir des mandats raisonnables, en se fondant sur les besoins du pays hôte. Les missions doivent aussi améliorer leur communication avec les populations locales pour que le public comprenne mieux et soutienne davantage leurs mandats et les moyens de s'en acquitter.

Deuxièmement, s'agissant de mieux protéger les soldats de la paix, ces derniers sont actuellement aux prises avec des problèmes de plus en plus graves

en termes de sûreté et de sécurité. En octobre dernier, à Abyei, à cause du manque de communication et de confiance entre la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei et les tribus locales, une évacuation médicale a été retardée, ce qui a coûté la vie à un soldat de la paix. La communication stratégique pourrait aider à éviter des morts déplorables comme celle-ci ainsi que des pertes matérielles.

Il est nécessaire de renforcer les échanges d'informations relatives à la sécurité entre les missions et les gouvernements hôtes et d'améliorer la perception de la situation et les capacités de prévention des risques des missions. Dans les zones où de nombreuses forces mènent des opérations, les gouvernements hôtes pourraient envisager de mettre en place un mécanisme de partage de l'information afin d'éviter les malentendus et les erreurs de jugement. Les missions, les pays hôtes et le Secrétariat doivent travailler de concert pour empêcher l'émergence de toute mésinformation sur les soldats de la paix et rendre l'opinion publique favorable et l'environnement plus sûr pour qu'ils puissent s'acquitter de leur mandat.

Troisièmement, il faut faciliter la bonne exécution des mandats des opérations de maintien de la paix. Le rétablissement de la paix dans le pays hôte est une responsabilité première des opérations de maintien de la paix. Les missions devraient, sur la base de contacts approfondis avec les pays concernés et les organisations régionales pertinentes, promouvoir le règlement des conflits par le dialogue et la communication. Les moyens militaires ne peuvent à eux seuls accomplir la tâche de protéger les civils. Il convient que les missions améliorent la communication avec les populations locales afin de pouvoir détecter et contrer dès que possible les risques de sécurité, en vue de prévenir efficacement les conflits et de mieux protéger les civils. Lorsqu'elles rendent compte d'un problème de droits de l'homme, les missions devraient vérifier les faits auprès des pays hôtes. Lorsqu'elles enquêtent sur les violations présumées, il importe qu'elles obtiennent l'assentiment des pays hôtes.

Quatrièmement, il convient d'améliorer les capacités en matière de communication stratégique. Le Secrétariat actualisera bientôt sa politique en matière de communication stratégique et d'information publique. Nous espérons qu'il profitera de l'occasion pour intégrer la communication stratégique dans toutes les composantes et unités des opérations de maintien de la paix et que, dans ce processus, il aura soin de consulter étroitement les acteurs concernés, y compris les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police.

Le Secrétariat devrait inclure la communication stratégique dans les formations à l'intention des soldats de la paix, pour qu'ils aient une compréhension plus approfondie de la culture locale et de la situation dans le pays hôte afin de mieux faciliter la mise en œuvre des politiques nationales prioritaires de ces pays. La capacité de communication de l'encadrement d'une mission est de la plus haute importance durant le processus de nomination. Il faudrait que le Secrétariat tienne pleinement compte de l'exigence d'une répartition géographique équitable et veille en particulier à ce que les responsables de niveau intermédiaire et supérieur d'une force aient une bonne appréhension des réalités du terrain.

En tant que deuxième plus grande contributrice au budget du maintien de la paix et un des principaux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, la Chine a toujours œuvré en faveur de la paix au moyen d'actions concrètes. Nous avons inclus la communication stratégique dans notre système de formation, qui dispense une formation ciblée aux soldats de la paix de dizaines de pays fournisseurs, les aidant ainsi à améliorer leurs compétences dans le domaine de la communication.

Les soldats de la paix chinois fournissent des services médicaux gratuits et construisent des infrastructures au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo et au Liban, ce qui contribue à améliorer la compréhension des opérations de maintien de la paix par les populations locales, et la confiance qu'elles leur font, ainsi qu'à entretenir la bonne image dont jouissent les Casques bleus. La Chine continuera de travailler avec les nations éprises de paix pour participer au maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

**M. Mills** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Merci, Monsieur le Ministre, d'avoir convoqué le débat d'aujourd'hui. Je remercie également tous les intervenants de leurs contributions perspicaces. Ma délégation a trouvé que les observations de M<sup>me</sup> Russo sur le genre et notamment son intérêt et son utilisation dans la communication stratégique donnaient particulièrement à réfléchir, et je l'en remercie donc. Les États-Unis se félicitent de cette importante occasion d'examiner une question si cruciale et d'une telle actualité, et nous remercions le Brésil de son rôle de chef de file à cet égard.

Tout d'abord, je vais reprendre à mon compte ce que beaucoup ont déjà souligné aujourd'hui. La communication stratégique est capitale pour garantir la bonne exécution des mandats de maintien de la paix, renforcer la sûreté et la sécurité de nos soldats de la paix, favoriser une approche globale de la protection des civils et

du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et gagner la confiance des populations locales, ce qui est si important, ainsi que nos intervenants l'ont souligné. Comme l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus du Secrétaire général le met clairement en évidence, les missions de maintien de la paix peuvent aider à améliorer les relations avec les acteurs locaux en faisant publiquement la promotion des succès obtenus, en gérant les attentes des populations locales et en luttant contre la désinformation et la mésinformation qui entravent la mise en œuvre des mandats et finissent par menacer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix. Fondamentalement, l'aptitude de toute mission de maintien de la paix à avoir une bonne communication stratégique repose sur son aptitude à savoir ce qui se passe sur le terrain et à produire des rapports exacts en temps voulu. Cela participe de la réputation des missions des Nations Unies comme source d'information crédible et impartiale, et cette réputation est essentielle pour que les missions des Nations Unies atteignent tous leurs objectifs de communication stratégique.

Nous remercions le Secrétaire général des efforts qu'il déploie en pour renforcer les capacités de communication stratégique tant au Siège de l'ONU que sur le terrain et, à cet égard, nous accueillons avec satisfaction ses propositions et recommandations de ce matin. Il s'agit d'un besoin particulièrement pressant en République centrafricaine et au Mali, où la désinformation visant la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali menace la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et compromet l'aptitude de ces missions à protéger les civils, à enquêter sur les violations des droits humains et les atteintes à ces droits, et à faciliter le dialogue politique.

À cet égard, ma délégation prend note des observations faites par la délégation du Royaume-Uni ce matin, qui a fait remarquer que la mésinformation et la désinformation avaient augmenté dans les deux pays depuis l'arrivée sur leur sol du groupe Wagner, appuyé par le Kremlin. Est-ce une pure coïncidence, ou y a-t-il un lien de cause à effet ? Nous laisserons chaque membre du Conseil et chaque pays fournisseur de contingents se faire sa propre idée.

C'est pour cette raison qu'il me plaît d'appeler l'attention sur l'émission hebdomadaire de la MINUSCA diffusée sur la Radio des Nations Unies, qui est un exemple de pratique optimale. Comme d'autres l'ont mentionné, cette émission offre une tribune vraiment utile au commandement de la Mission, aux organismes

des Nations Unies, aux autorités centrafricaines et aux habitants pour démentir les rumeurs et lutter contre la désinformation au sujet du mandat et des activités de la MINUSCA. Toutefois, les problèmes restent considérables en République centrafricaine, et nous devons élargir et amplifier ces efforts.

Les États-Unis condamnent fermement les campagnes de désinformation et l'incitation à la violence contre les soldats de la paix, dans la mesure où elles entretiennent un climat de méfiance, entravent la mise en œuvre des mandats et nuisent à la mission fondamentale des Nations Unies qui consiste à maintenir la paix et la sécurité internationales. Pour atténuer efficacement ces risques, les stratégies de communication, nous l'avons entendu, doivent impliquer les médias et d'autres acteurs locaux, façonner activement les messages publics de la mission afin qu'ils trouvent un écho au sein des populations locales, et lutter de front contre la désinformation et la mésinformation. Des efforts consistant à surveiller les sources de désinformation et de mésinformation et à analyser les tendances nationales et régionales pourraient être profitables au Secrétariat et aux missions de maintien de la paix. La collecte de telles informations au niveau des missions et du Siège donnerait à l'ONU des éléments utiles pour calibrer des initiatives de communication stratégique adaptées afin de faire échec à ce genre de désinformation et de mésinformation.

Pour terminer, nous remercions une fois de plus le Brésil de son sens de l'initiative sur cette question importante. Nous attendons avec intérêt de collaborer étroitement avec ce pays et d'autres partenaires pour faire en sorte que les soldats de la paix que nous envoyons au-devant du danger soient équipés des outils de communication stratégique requis pour accomplir leurs missions.

**M. de la Fuente Ramírez** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Mon pays souhaite la bienvenue au Conseil de sécurité au Ministre brésilien des relations extérieures et le remercie d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui. Je remercie également le Secrétaire général António Guterres de son exposé, ainsi que le général Marcos De Sá Affonso Da Costa, commandant de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et M<sup>me</sup> Jenna Russo, directrice de recherche à l'International Peace Institute, des réflexions opportunes dont ils ont fait part au Conseil. Il ne fait aucun doute que la communication stratégique joue un rôle de plus en plus important à toutes les étapes du maintien de la paix, depuis la planification jusqu'à l'évaluation des travaux de la mission. Une utilisation rigoureuse, mais également judicieuse, des outils de

communication, y compris des technologies numériques, est cruciale pour mieux comprendre l'environnement dans lequel les missions opèrent, afin de mieux faire connaître leurs mandats et de créer des liens de confiance avec les sociétés avec lesquelles elles sont en contact permanent, et avec les autorités nationales.

Je voudrais souligner l'importance de deux des nombreux objectifs que les stratégies de communication peuvent contribuer à atteindre. Premièrement, elles peuvent faire changer les stéréotypes fondés sur le genre et les pratiques discriminatoires, ce qui peut prévenir la violence sexuelle et les atteintes sur les mineurs. Deuxièmement, elles peuvent contribuer à promouvoir la participation pleine, égale et véritable des femmes et des jeunes à la vie politique et publique des pays hôtes.

La communication stratégique et l'utilisation efficace des technologies sont également des éléments clés des dispositifs d'alerte rapide, qui peuvent prévenir les crises humanitaires, les atrocités criminelles et d'autres violations des droits humains. Il en résulte une protection plus efficace de la population civile, en particulier les groupes traditionnellement marginalisés.

De même, pendant les phases de transition des opérations de maintien de la paix, il est essentiel de mettre en place une stratégie de communication efficace pour éviter que la population se sente abandonnée ou que sa confiance soit érodée lors du transfert des responsabilités des missions aux équipes de pays des Nations Unies et aux autorités nationales.

Comme d'autres membres du Conseil, le Mexique observe avec une grande inquiétude la multiplication des campagnes de désinformation visant à créer un climat d'animosité ou de méfiance à l'égard des missions de paix des Nations Unies. Ces actions limitent la capacité à mettre en œuvre les mandats du Conseil de sécurité et menacent l'intégrité des soldats de la paix.

À cet égard, nous réaffirmons l'importance de renforcer les outils de communication destinés à lutter contre la désinformation et les discours de haine. Cela est particulièrement urgent dans des contextes que nous connaissons tous bien, comme en République démocratique du Congo, au Mali et en République centrafricaine, pour ne citer que quelques exemples de pays où des campagnes de communication explicites contre les missions de maintien de la paix des Nations Unies ont été constatées.

Afin de neutraliser ces campagnes, il est nécessaire que les missions et l'équipe de pays des Nations Unies dans chaque pays entretiennent une coopération

beaucoup plus étroite avec les communautés locales, y compris les organisations de la société civile et, surtout, avec les femmes et les jeunes.

S'il est vrai que la communication stratégique ne pourra pas, à elle seule, résoudre les différents défis auxquels le maintien de la paix est confronté dans le monde, l'instrumentalisation des stratégies de communication, ainsi qu'un processus de réflexion sincère sur les différents facteurs qui influent sur les succès et les échecs des mandats du Conseil, pourraient être plus pertinents que jamais.

Ce n'est pas une coïncidence si les campagnes de désinformation contre les missions des Nations Unies sont plus efficaces précisément dans les endroits où l'on a l'impression que certaines de ces missions ne parviennent pas à briser les cycles de violence qui frappent la population locale. Il est donc très important que les populations locales comprennent non seulement la portée des missions de maintien de la paix, mais aussi leurs limites.

En outre, le Conseil de sécurité doit contribuer à l'efficacité de ces missions en élaborant des mandats mieux articulés autour d'objectifs réalistes et pertinents. Bien sûr, il est également crucial de doter les opérations de maintien de la paix des capacités et des financements nécessaires à la pleine exécution de leur mandat.

Dans ce même ordre d'idées et d'actions, et dans le cadre du renforcement de sa participation aux tâches de maintien de la paix, le Mexique est prêt à déployer une compagnie du génie comptant quelque 240 personnes, dont 67 femmes. Mon pays estime que l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus est le cadre approprié pour enrichir le débat sur la performance des opérations de maintien de la paix, auquel devraient participer le système des Nations Unies, les acteurs sur le terrain, les organisations régionales, le secteur privé, la société civile et les milieux universitaires.

En somme, le maintien de la paix est la responsabilité de tous, sans exception. Il s'agit d'un message de communication stratégique puissant que nous tous, États Membres de l'Organisation des Nations Unies, devrions peut-être développer conjointement à l'issue de ce débat.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Le Conseil est saisi du texte d'une déclaration faite en son nom par la présidence du Conseil sur la question inscrite à l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui. Je remercie les membres du Conseil de leurs précieuses contributions à cette déclaration.

Conformément à l'accord auquel ils sont parvenus, je considérerai que les membres du Conseil souscrivent à cette déclaration, qui sera publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/PRST/2022/5.

On m'a demandé de rappeler aux orateurs et oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de trois minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie.

**M. Nasir** (Indonésie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom du Groupe des Amis de la sûreté et de la sécurité des Casques bleus.

Nous remercions notre coprésident, le Brésil, d'avoir organisé ce débat public opportun sur le rôle déterminant de la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix. Il s'inscrit dans le droit fil de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, qui inclut la communication stratégique parmi ses priorités.

Le Groupe des Amis reste vivement préoccupé par le nombre toujours élevé d'attaques contre les soldats de la paix des Nations Unies dont est victime depuis quelque temps la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali. Nous présentons nos plus sincères condoléances aux familles de ceux qui ont consenti le sacrifice ultime au service de la paix.

Nous soulignons le lien direct qui existe entre la communication stratégique et l'efficacité de la mise en œuvre du mandat des opérations de maintien de la paix, notamment pour assurer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et la protection des civils.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la prolifération de la désinformation, de la mésinformation et des discours de haine visant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ou la population civile.

Le Groupe des Amis souligne l'importance, pour instaurer la confiance et la compréhension mutuelle, d'une communication efficace entre les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, les gouvernements des pays hôtes et les autres parties prenantes concernées.

Nous demandons au Secrétariat de poursuivre ses efforts pour élaborer des stratégies de communication visant à renforcer la confiance entre les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et les principales parties prenantes, notamment les gouvernements des pays hôtes. Cela peut se faire, entre autres, grâce

à la diffusion d'informations exactes par les missions de maintien de la paix des Nations Unies, afin d'aider à gérer les attentes des communautés locales.

Les missions de maintien de la paix doivent être dotées de mandats clairs et de ressources suffisantes pour les exécuter. Nous soulignons également l'importance de la formation et du partenariat, y compris pour la communication stratégique.

Je voudrais conclure en demandant à toutes les parties de renforcer les efforts collectifs visant à garantir la sûreté et la sécurité de tous les membres du personnel des Nations Unies alors qu'ils s'acquittent de leur noble mission.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

**M. Osuga** (Japon) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué ce débat public sur ce thème de plus en plus important. La communication stratégique est importante à bien des égards pour la mise en œuvre efficace des mandats de maintien de la paix, mais je tiens à souligner son importance capitale pour la sûreté et la sécurité des soldats de la paix, condition préalable à l'exécution de toute mission. À cette fin, la communication stratégique, ainsi que la protection des civils, doivent être menées main dans la main avec le renseignement, la surveillance et la reconnaissance du maintien de la paix.

Les défis plus larges liés à la communication stratégique, y compris la lutte contre la désinformation et la mésinformation, vont bien au-delà des questions techniques, qui peuvent être résolues par la formation des soldats de la paix et des responsables de mission ou par l'introduction de technologies de l'information avancées. Ils ont trait à la garantie de la liberté d'expression et du libre accès à l'information dans l'État hôte. Ils nécessitent également de renforcer la confiance de la population locale, des communautés et des autorités envers les soldats de la paix et des Nations Unies en général. Il est donc nécessaire d'adopter une approche holistique à travers le lien entre le développement, l'humanitaire et la paix. Je voudrais expliquer quelques facteurs pour une communication stratégique efficace, basés sur l'expérience du Japon sur le terrain.

Premièrement, le renforcement des capacités de communication de chaque mission de maintien de la paix nécessite une approche ascendante adaptée aux contextes locaux respectifs. En tant que contributeur de longue date à la formation au maintien de la paix, nous sommes

convaincus que les efforts de renforcement des capacités doivent être faits sur mesure. Une approche unique ne fonctionne pas. Nous encourageons le Secrétariat de l'ONU à recueillir les meilleures pratiques et les exemples de communication stratégique réussis sur le terrain.

Deuxièmement, les États Membres ont également un rôle essentiel à jouer pour améliorer la communication stratégique en apportant leur soutien aux pays et communautés d'accueil. Par exemple, au Soudan du Sud, entre 2012 et 2018, le Japon a fourni une assistance technique à la South Sudan Broadcasting Corporation, en liaison avec les activités de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, y compris celles des Forces d'autodéfense japonaises. L'Agence japonaise de coopération internationale a fourni une assistance technique et une formation à la South Sudan Broadcasting Corporation et à son personnel et a contribué à la diffusion de la vision stratégique pour la paix et la stabilité. Nous encourageons les autres à partager les bonnes pratiques au sein du Conseil de sécurité et de la Commission de consolidation de la paix afin de mieux comprendre la communication stratégique, ce qui est plus facile à dire qu'à faire. Le Japon est prêt à continuer à jouer son rôle.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Thaïlande.

**M. Chindawongse** (Thaïlande) (*parle en anglais*) : La Thaïlande se félicite de l'initiative opportune prise par le Brésil d'organiser ce débat public du Conseil de sécurité visant à souligner le rôle déterminant de la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix. Je vous remercie, Monsieur le Président, de présider cette séance. Je remercie également le Secrétaire général et les intervenants de leurs contributions.

La Thaïlande s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Indonésie au nom du Groupe des Amis de la sûreté et de la sécurité des Casques bleus. En outre, je tiens à insister sur les trois points suivants.

Premièrement, nous avons besoin d'une communication stratégique en matière de maintien de la paix qui soit claire, globale et applicable, et qu'on peut adapter à de nouvelles situations. À cette fin, la Thaïlande est favorable à l'élargissement des consultations entre le Conseil de sécurité, les pays hôtes, les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et d'autres parties prenantes sur la communication stratégique en matière de maintien de la paix. Ces consultations devraient couvrir la planification des missions, l'évaluation de l'incidence de la communication stratégique sur l'exécution des

mandats et le recensement des principaux enseignements tirés de l'expérience. La Thaïlande appuie également la coopération sur cette question sous les auspices du Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Cela inclut le renforcement des capacités de communication stratégique au Siège et dans les missions concernées, ce qui va dans le sens de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus du Secrétaire général.

Deuxièmement, les communications relatives aux opérations de maintien de la paix doivent être claires, opportunes, cohérentes et, si possible, adaptées aux différents types de publics. Elles doivent également viser à soutenir les efforts futurs de consolidation et de pérennisation de la paix. À cet égard, la Thaïlande souligne l'importance de doter les Casques bleus de compétences en communication stratégique et d'une meilleure connaissance des conditions, cultures et contextes locaux. Ces efforts pourraient être renforcés au moyen de partenariats, notamment sur l'utilisation accrue des technologies numériques pertinentes, et d'échanges réguliers avec le pays hôte et les parties prenantes concernées.

Cela m'amène à mon troisième et dernier point, qui est de gagner la confiance du gouvernement hôte et des acteurs locaux. Cela fait partie intégrante d'une communication stratégique efficace dans les activités de maintien de la paix et en constitue probablement l'élément central. Pour sa part, le contingent thaïlandais de maintien de la paix de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud a contribué à la construction et à la réparation de plus de 400 kilomètres de route dans le pays et a partagé avec les communautés locales les pratiques exemplaires de la Thaïlande dans des domaines tels que l'agriculture durable et la gestion de l'eau et des terres. Si ces activités sont menées comme il se doit, avec clairvoyance et sur la base de consultations, ces infrastructures et ces compétences perdureront bien après le départ des Casques bleus et garantiront une paix et un développement durables. À cette fin, nous devons continuer de mettre à disposition des ressources suffisantes et en temps voulu, en vue de la mobilisation de la population par les opérations de maintien de la paix et les soldats et soldates de la paix, notamment pour des activités qui pourraient contribuer au développement local, conformément aux priorités nationales des pays hôtes. Leurs besoins doivent être la priorité. La Thaïlande est également prête à partager ses meilleures pratiques à cet égard, y compris nos approches de développement locales concernant la philosophie de l'autosuffisance économique et le modèle d'économie biologique-circulaire-verte.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Danemark.

**M. Hermann** (Danemark) (*parle en anglais*) : Au nom des pays nordiques, à savoir la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et mon pays, le Danemark, je remercie le Brésil d'avoir organisé la présente séance en temps opportun. Je remercie également les intervenants, le Secrétaire général António Guterres, le Secrétaire général adjoint Jean-Pierre Lacroix, le général Marcos de Sá Affonso da Costa et M<sup>me</sup> Jenna Russo, de leurs réflexions édifiantes et surtout, du travail important qu'ils ont accompli concernant le rôle crucial que joue la communication stratégique dans les activités de maintien de la paix des Nations Unies.

La diffusion de contenus exacts et la lutte contre la désinformation et la mésinformation ont gagné en importance ces dernières années. Des acteurs malveillants exploitent les progrès rapides de la technologie et l'évolution des médias sociaux. Ces dernières années, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont été plus fréquemment visées par la désinformation, la désinformation et les discours de haine, ce qui pose de nouveaux risques pour les opérations et entache la réputation des missions des Nations Unies. On peut citer de nombreux exemples à cet égard. Je voudrais en citer quelques-uns. En République démocratique du Congo, de fausses informations circulent sur les médias sociaux avec l'intention malveillante de discréditer la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. Dans le même temps, on assiste à une intensification des discours de haine et des incitations à la discrimination, à l'hostilité et à la violence, qui exacerbent la méfiance entre les communautés et alimentent des conflits violents. Au Mali, des milices influentes et des mercenaires étrangers mènent des campagnes de désinformation contre les Casques bleus des Nations Unies, affirmant à tort que l'ONU crée des organisations terroristes. Ces allégations affaiblissent la capacité de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali de soutenir l'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, de protéger les civils et de faciliter la fourniture de l'aide humanitaire, et mettent encore plus en danger la vie des civils et des Casques bleus.

L'initiative Action pour le maintien de la paix Plus reconnaît le rôle de catalyseur et l'effet multiplicateur d'une communication stratégique, dans la mesure où on se focalise sur le renforcement de la confiance dans les processus de paix, s'adapte à l'opinion

publique et renforce l'appui à l'exécution des mandats des missions auprès des populations locales et autres parties prenantes concernées. La communication stratégique est un outil efficace pour écarter les nouvelles menaces en luttant contre la mésinformation et la désinformation qui, si on leur laisse le champ libre, risquent d'entamer durablement la crédibilité des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales des Nations Unies.

Malgré des progrès considérables, il faut faire davantage, au niveau du Secrétariat et des responsables de missions, mais aussi des États Membres, y compris les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, ainsi que des pays hôtes. J'évoquerai quelques mesures à prendre.

Premièrement, nous devons prendre conscience qu'une communication stratégique efficace peut contribuer à renforcer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix. Lorsqu'ils ne sont pas en mesure de se protéger correctement, les soldats et les policiers ne sont pas à même de protéger les personnes qu'ils servent. D'après une enquête menée en mars par le Département des opérations de paix, 44 % du personnel des opérations de maintien de la paix estime que la désinformation et la désinformation ont des répercussions graves voire critiques sur les activités des opérations. Aussi, les théâtres d'opérations devenant de plus en plus dangereux, il s'avère essentiel de communiquer efficacement pour obtenir l'appui politique et public dont les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont besoin pour créer un environnement opérationnel sûr.

En tant qu'États Membres, nous avons collectivement la responsabilité de veiller à ce que les mandats robustes et les tâches complexes soient assortis des compétences et capacités spécialisées qu'ils requièrent. L'utilisation des technologies émergentes est primordiale à cet égard. Les pays nordiques se félicitent des travaux sur la détection, l'analyse et le traitement de la désinformation et de la désinformation qui ont été lancés dans le cadre de la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies.

Il est absolument essentiel que les technologies émergentes s'accompagnent d'une dotation adéquate en personnel formé et équipé pour lutter en amont contre la désinformation et la désinformation, ainsi que d'une politique et d'orientations solides qui considèrent la communication stratégique comme un élément central de la planification des missions et de la prise de décision.

Deuxièmement, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies doivent davantage recourir à une approche de la communication stratégique à l'échelle des missions qui encourage le dialogue et la collaboration au niveau local et crée un environnement plus protecteur pour les civils. À cette fin, le Conseil de sécurité, en collaboration avec l'ONU et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, doit s'assurer que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont en mesure de fournir des informations fiables.

La communication stratégique peut contribuer à la protection des objectifs de la population civile de plusieurs manières, notamment en instaurant un climat de confiance, en veillant à ce que les stratégies de la mission prennent en compte les priorités et les préoccupations des communautés locales menacées, en gérant les attentes des communautés locales en les informant de la stratégie et des mesures mises en place par la mission, en clarifiant et en rectifiant les informations erronées, en dissuadant les populations locales de rejoindre les groupes armés, et en luttant contre les discours qui encouragent et exacerbent la violence.

Il est donc essentiel que les opérations de paix des Nations Unies surveillent et combattent activement les discours de haine et les cas d'incitation à la violence. Cela passe par une collaboration active avec les communautés locales, dont la voix a souvent plus de résonance que celle des fonctionnaires des Nations Unies.

Troisièmement, enfin, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies doivent veiller à recourir systématiquement à une communication qui tienne compte des questions de genre afin de promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité en tant qu'outil permettant de changer les normes de genre, d'aborder les questions liées à la violence fondée sur le genre et de promouvoir la participation des femmes à la vie politique ou publique. De même, une communication dynamique et transparente avec les acteurs locaux, visant à créer un environnement protecteur pour les civils, est indispensable pour prévenir les violences sexuelles liées aux conflits dans les zones de mission.

Pour terminer, l'importance que revêt la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies est indéniable. Il s'agit d'une responsabilité essentielle qui doit être comprise à l'échelle de chaque mission. Les nouvelles technologies et les plateformes de communication offrent de nouvelles possibilités pour ce qui est de partager des informations avec le public et de recueillir son avis en vue d'améliorer l'efficacité du maintien de la paix des Nations Unies.

Les pays nordiques demeurent résolus à contribuer à explorer les possibilités offertes par les nouvelles technologies, et nous continuerons d'œuvrer à la promotion du rôle essentiel que joue la communication stratégique dans les opérations de paix des Nations Unies auprès de tous les acteurs concernés. À cet égard, les pays nordiques se félicitent de l'initiative prise par le Secrétariat de concevoir une nouvelle stratégie de communication qui servira de base à l'élaboration de supports de formation indispensables pour les civils et le personnel de maintien de la paix en tenue.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Égypte.

**M<sup>me</sup> Rizk** (Égypte) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à vous souhaiter la bienvenue, Monsieur le Ministre, en votre qualité de Président du Conseil de sécurité et à féliciter le Brésil de son accession à la présidence du Conseil pour le mois de juillet. Nous souhaitons au Brésil plein succès dans cette tâche. Je vous remercie également, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette importante séance.

Je tiens à rendre un hommage ô combien mérité aux soldats de la paix qui ont sacrifié leur vie au service de la paix.

L'Égypte croit au rôle central joué par les opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans le monde entier, comme en témoigne son soutien à ces opérations, auxquelles elle participe activement en fournissant de nombreux contingents et personnels de police. Elle est aujourd'hui le sixième fournisseur de contingents au monde. Elle a aussi été un des premiers pays à appuyer l'initiative Action pour le maintien de la paix. Nous avons lancé la feuille de route du Caire sur l'amélioration de la performance des opérations de maintien de la paix, qui vise à traduire les engagements politiques convenus par les États Membres en mesures pratiques et équilibrées qui contribueront à réformer le système de maintien de la paix et à accroître son efficacité.

Dans ce contexte, l'Égypte est bien consciente de l'importance que revêt la communication stratégique en tant qu'élément habilitant des opérations de maintien de la paix des Nations Unies qui garantit leur mise en œuvre sans heurts dans un environnement sûr et favorable. À cet égard, je voudrais faire part au Conseil des observations suivantes.

Premièrement, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont actuellement menées dans des environnements extrêmement difficiles et complexes

et font parfois l'objet de campagnes de désinformation et de dénigrement, ainsi que de discours de haine. C'est pourquoi il convient de mettre au point des stratégies de communication qui tiennent compte des spécificités de chaque environnement opérationnel et des difficultés auxquels ces opérations sont confrontées, et de recourir aux technologies modernes à cet égard.

Deuxièmement, une communication stratégique efficace permet aux soldats de la paix d'améliorer leur perception et connaissance de l'environnement dans lequel ils opèrent. Elle permet également de recevoir des renseignements, qui jouent un rôle essentiel pour aider les soldats de la paix à s'acquitter efficacement de leurs tâches, en particulier la protection des civils, ainsi que pour promouvoir la sécurité et la sûreté des soldats de la paix en évitant les risques potentiels.

Troisièmement, les opérations de maintien de la paix doivent intensifier leurs efforts de communication avec les autorités des pays hôtes et les communautés locales afin d'expliquer la nature de leurs mandats, de gérer les attentes et d'instaurer un climat de confiance mutuelle, ce qui facilite l'action des soldats de la paix. Un exemple clair d'opérations où cette communication est nécessaire est l'opération de maintien de la paix menée au Mali, parmi les plus dangereuses car elle opère dans un environnement asymétrique marqué par l'activité de groupes armés, alors même que les opérations de maintien de la paix n'ont pas de mandat antiterroriste en raison de la nature de leurs fonctions, de leur composition, de leur équipement et des grands principes qui régissent leur action.

Quatrièmement, nous soulignons qu'il incombe au Conseil de sécurité d'adopter des mandats clairs et réalistes pour les opérations de maintien de la paix, et d'éviter la polarisation, l'ambiguïté et les divergences d'interprétation qui compromettent l'efficacité des opérations de maintien de la paix et compliquent leurs échanges avec les autorités et les communautés locales des pays hôtes.

Cinquièmement, nous devons fournir des ressources humaines et financières suffisantes aux opérations de maintien de la paix afin de mettre en place des stratégies de communication efficaces dans les langues locales.

Sixièmement, les opérations de maintien de la paix doivent coordonner leur action et coopérer avec les pays hôtes afin de garantir des efforts intégrés et des messages unifiés dans leur communication avec les

communautés locales, tout en prenant en considération les engagements mutuels pris par l'ONU et les pays hôtes, sur la base des accords sur le statut des forces.

Dernier point, mais non des moindres, le Secrétariat doit mettre au point des supports pédagogiques intégrés pour faciliter, avant leur déploiement, la formation et la qualification des soldats de la paix sur l'utilisation des stratégies et outils de communication et les moyens de renforcer leur efficacité.

Pour terminer, je tiens à souligner que l'Égypte appuie la promotion de la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Je vous remercie une nouvelle fois, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette importante séance et de la présider.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

**M. Hilale** (Maroc) : Je voudrais tout d'abord exprimer mes plus vifs remerciements au Brésil pour l'organisation de cette importante rencontre et pour avoir consacré ce débat public à une thématique cruciale, à savoir le rôle de la communication stratégique dans les opérations de maintien de la paix. Je souhaite également remercier le Secrétaire général pour son intervention et le féliciter pour les efforts continus visant à améliorer le maintien de la paix et à renforcer son efficacité et son efficacité. Nous sommes encouragés par les actions du Secrétariat, notamment le Département des opérations de paix, pour le renforcement de la dynamique de poursuite des progrès dans ce cadre, ainsi que par les améliorations tangibles et les développements positifs réalisés. Le Secrétaire général peut compter sur le soutien de mon pays aux réformes qu'il continue de mener. Le Royaume du Maroc est et restera engagé à ses côtés dans cette noble entreprise.

Le maintien de la paix reste le moyen le plus efficace et le plus rentable pour apporter le soutien nécessaire et instrumental à des solutions politiques durables aux crises et aux conflits. C'est une réalité qui a malheureusement été obstruée, au cours des dernières années, par les campagnes de désinformation visant les différentes opérations de maintien de la paix dans les médias et sur les réseaux sociaux. Dans son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982), le Secrétaire général a souligné à juste titre que la désinformation représente un risque existentiel pour l'humanité. Ceci ne fait que souligner davantage l'importance cruciale de faciliter l'accès, par tous, à des informations fiables et factuelles.

Pour ce faire, dans le cadre particulier des opérations de maintien de la paix, une mobilisation globale pour la mise en œuvre d'actions concrètes est nécessaire. Elle pourrait inclure, premièrement, des partenariats renforcés entre l'ONU et les États hôtes, dans leurs différentes capacités, afin d'améliorer l'efficacité du maintien de la paix. Le succès des opérations de maintien de la paix dépend, entre autres, d'un mandat bien planifié et soigneusement conçu et basé sur l'appropriation nationale et le soutien de la communauté internationale, ainsi que sur le consentement et l'adhésion des parties concernées et des financements adéquats.

Le déploiement d'une opération de paix doit être accompagné d'une stratégie de communication appropriée, qui contribue à une gestion adéquate des attentes de la population civile et qui définit clairement et de manière transparente ses responsabilités, son champ d'action et ses limites opérationnelles. Le rôle des médias est essentiel dans cette entreprise, tant l'attention médiatique contribue à mettre en lumière les mandats, les objectifs et les succès, mais également les problèmes des opérations de maintien de la paix.

Deuxièmement, une coordination inter-onusienne étroite doit être établie pour la mise en place de stratégies de sensibilisation visant à changer les stéréotypes qui contribuent à la désaffection pour le maintien de la paix. À cet effet, nous nous félicitons de la coordination existante entre les Départements des opérations de paix et de la communication globale, ainsi que des actions qu'ils mènent conjointement pour le renforcement des capacités des missions sur le terrain, y compris en matière de communication stratégique. Nous sommes particulièrement encouragés par les efforts en termes de formation de personnel dédié à la détection et à la surveillance de la désinformation et au développement de stratégies de communication innovantes, spécifiques à chaque situation et visant à sensibiliser le grand public au travail effectué par les soldats de la paix, ainsi qu'aux défis auxquels ils sont confrontés dans un environnement opérationnel de plus en plus instable.

Troisièmement, il faut procéder à l'intégration des nouvelles technologies dans les opérations de maintien de la paix. Le recours aux nouvelles technologies par les opérations de maintien de la paix est de plus en plus essentiel, pour ne pas dire impératif, pour compléter les efforts existants visant à améliorer leurs capacités d'alerte rapide et leur fournir des outils supplémentaires en termes de suivi et d'analyse des conflits. L'inclusion de cet élément parmi les objectifs de la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies est d'autant plus bienvenue

qu'elle contribuera au renforcement de la sûreté et de la sécurité des soldats de la paix et du personnel des missions de l'ONU à l'heure où ils sont de plus en plus souvent la cible d'attaques violentes et de campagnes de désinformation.

Par leur dévouement et leurs sacrifices, les Casques bleus se sont érigés en véritables symboles et porte-drapeau de l'Organisation des Nations Unies, reconnaissables par tous et en tout lieu. C'est en communiquant de manière mieux appropriée et plus adaptée sur leurs objectifs et leurs missions que nous réussirons non seulement à promouvoir leur rôle en tant qu'un des outils les plus pertinents et les plus efficaces à la disposition de la communauté internationale, et bien sûr de l'ONU, mais aussi à préserver leur sûreté et leur sécurité et à consolider la réputation qu'ils se sont bâtie au fil de plus de 70 ans d'existence.

Enfin, je saisis cette occasion pour rendre un hommage appuyé à l'ensemble du personnel civil et en uniforme qui a consenti au sacrifice suprême au service de la noble cause de la paix sous la bannière des Nations Unies.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Uruguay.

**M. Amorín** (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Je tiens en premier lieu à remercier la Mission permanente du Brésil d'avoir convoqué ce débat public, et je salue en particulier la présence ce matin du Secrétaire général et du Ministre des relations extérieures du Brésil, M. Carlos França. Je remercie également le général Marcos De Sá Affonso Da Costa et M<sup>me</sup> Jenna Russo de leurs exposés et de leurs contributions aujourd'hui, en particulier dans les circonstances actuelles, où l'escalade des situations de conflit armé met en péril la paix et la sécurité mondiales, et plus particulièrement la sécurité du personnel des opérations de maintien de la paix et l'exécution de leurs mandats.

Ma délégation s'associe à la déclaration faite par l'Indonésie au nom du Groupe des Amis de la sûreté et de la sécurité des Casques bleus et souhaite faire quelques réflexions supplémentaires à titre national.

L'Uruguay estime que les opérations de maintien de la paix demeurent l'un des instruments les plus importants dont dispose l'ONU pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Il reconnaît également l'importance que revêt la communication stratégique en tant qu'outil essentiel pour améliorer l'exécution des mandats, préserver la sécurité du personnel des opérations de maintien de la paix et renforcer la protection des civils. Par ailleurs, nous ne pouvons manquer de souligner que

la communication stratégique doit être alignée sur l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et sur sa stratégie de mise en œuvre, Action pour le maintien de la paix Plus. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par le Département des opérations de paix pour élaborer des lignes directrices, des outils et des formations pour lutter contre la désinformation, promouvoir un discours positif et de renforcer l'appui aux activités de maintien de la paix de l'ONU.

En outre, la communication stratégique doit être cohérente avec le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. À cet égard, je tiens à souligner non seulement l'importance de la participation des femmes à toutes les étapes et à tous les niveaux, mais également le rôle clef que jouent les femmes dans la communication avec les communautés locales, en particulier en matière de prévention des violences sexuelles liées aux conflits et comme canal de communication avec les victimes et les personnes rescapées. D'une manière générale, notre pays estime que l'augmentation des effectifs féminins dans les missions de paix est une priorité importante.

Les opérations de maintien de la paix sont exposées à un danger accru en raison de la désinformation qui porte atteinte à la réputation des missions, compromet leur capacité à s'acquitter de leurs mandats et menace la sécurité même du personnel des missions de paix. Ces actes de désinformation érodent également la confiance des populations locales. Nous devons donc veiller à ce que les opérations de maintien de la paix établissent des liens de confiance avec les gouvernements des pays où les forces sont déployées et les acteurs locaux pour communiquer des informations véridiques sur leurs activités. À cette fin, les missions doivent bénéficier d'une formation adéquate pour agir de manière proactive afin de contrer ces phénomènes de désinformation.

La communication stratégique est un impératif dans les opérations de maintien de la paix, et par conséquent, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et les pays qui fournissent des contingents doivent œuvrer ensemble au renforcement des capacités en matière de communication stratégique, au Siège de l'Organisation comme au niveau des missions de paix. C'est pourquoi nous apportons notre plein appui à la poursuite de ces objectifs dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, en encourageant pleinement l'utilisation des technologies envisagées dans la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies. Outre le cadre général que représente l'initiative, nous devons également tenir compte, dans de tels cas, du mandat spécifique des différentes forces de maintien de la paix.

Enfin, nous ne devons pas oublier le rôle fondamental que jouent les assistants chargés de la liaison avec la population locale dans le dialogue et la communication entre les missions et les communautés locales, et ma délégation espère que nous pourrions compter sur leur participation aux futurs débats publics du Conseil de sécurité ou aux séances d'information destinées aux membres, en particulier aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Portugal.

**M<sup>me</sup> Baptista Grade Zacarias** (Portugal) (*parle en anglais*) : Le Portugal s'associe aux déclarations qui seront prononcées par le représentant de l'Union européenne et au nom du Groupe des Amis de la sûreté et de la sécurité des Casques bleus, et souhaite ajouter les observations suivantes à titre national.

Je voudrais tout d'abord remercier le Brésil d'avoir souligné, avec ce débat, l'importance clef de la communication stratégique dans le maintien de la paix. Il est essentiel de veiller à ce que les missions de maintien de la paix communiquent correctement avec les communautés locales, les gouvernements des pays hôtes et les autres parties prenantes afin de s'acquitter de leur mandat, de protéger les civils et de promouvoir la sûreté et la sécurité des soldats de la paix.

L'élaboration d'une stratégie de communication est une tâche qui doit être entreprise avant même le début d'une mission. Une évaluation de l'information publique doit être effectuée avant le lancement de toute mission afin d'identifier les moyens les plus efficaces d'atteindre la population locale, conformément à l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus du Secrétaire général, au document *Opérations de maintien de la paix des Nations Unies : principes et orientations* et à la résolution 2594 (2021).

Le Portugal participe à plusieurs missions de maintien de la paix des Nations Unies, et il est clair que nous sommes confrontés à des défis croissants liés à la désinformation et à la mésinformation. Cela peut avoir des effets sur la crédibilité des missions ainsi que sur la façon dont leur efficacité et leur légitimité sont perçues. Cela peut également affecter directement la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et des communautés qu'ils servent.

Nous devons redoubler d'efforts pour lutter contre la désinformation, la mésinformation et les discours de haine visant les missions et les soldats de la paix. Les ressources humaines ainsi que des technologies, des outils, des formations et un financement adéquats sont

essentiels, tout comme les bonnes pratiques, à l'image de la création d'un groupe WhatsApp par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, où des centaines d'influenceurs contribuent à réduire la mésinformation et relatent des informations intéressantes sur le mandat de la Mission, ou à l'instar de la distribution, par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, de dizaines de milliers de radios à énergie solaire aux communautés locales, facilitant ainsi leur accès à l'information.

De meilleures stratégies de communication permettent également de fournir des informations de meilleure qualité sur le niveau de protection que les missions peuvent offrir aux civils. Parallèlement, il faut investir davantage dans la protection des droits humains, dans l'éducation et la communication en matière de droits humains, ainsi que dans la participation et le leadership pleins, égaux et véritables des femmes pour prévenir la violence fondée sur le genre et la discrimination faite aux femmes et aux filles.

Les missions doivent distinguer les différents publics cibles et adresser certaines communications spécifiquement aux femmes. Les inégalités d'accès aux technologies numériques entre les sexes doivent être prises en compte. Les messages doivent représenter les femmes et les hommes de manière égale et éviter de renforcer les stéréotypes de genre, qui font partie des causes profondes de certains conflits ethniques. Selon nous, garantir la parité des sexes au sein du personnel chargé de la communication faciliterait grandement tout ce qui précède.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Suisse.

**M<sup>me</sup> Baeriswyl** (Suisse) : Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous souhaiter plein succès dans cette présidence. La Suisse vous remercie de l'organisation de ce débat public, le premier de ce type, et remercie les intervenants de leurs contributions précieuses.

L'initiative Action pour le maintien de la paix Plus souligne que la communication stratégique peut promouvoir les succès, gérer les attentes et contribuer à lutter contre la désinformation et les discours de haine. Nous félicitons le Secrétariat d'avoir mis la priorité sur cette thématique dans le cadre du suivi de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, et souhaitons souligner les éléments suivants.

Premièrement, dans plusieurs opérations de maintien de la paix, nous observons un décalage entre le mandat et les capacités, d'une part, et les attentes des populations locales, d'autre part. Les Casques

bleus sont souvent perçus par la population comme le principal garant de leur protection, alors qu'ils ne sont déployés qu'en appui au Gouvernement de l'État hôte. Les opérations de maintien de la paix sont confrontées au défi d'expliquer leur mandat et les limites de leur action. Elles devraient saisir les préoccupations locales, particulièrement des femmes, et y répondre de manière appropriée afin d'éviter les frustrations qui peuvent engendrer des risques additionnels pour les Casques bleus. C'est notamment le cas lors de la transition d'une opération à une autre présence onusienne.

Deuxièmement, la communication stratégique doit faire avancer les programmes clefs des Nations Unies et se servir des canaux modernes. La mise en exergue de la diversité au sein des missions souligne l'importance du rôle égal que les femmes devraient jouer dans les processus de paix. Les moyens de communication devraient par ailleurs être adaptés aux groupes ciblés, y inclus les jeunes, par exemple à travers les équipes chargées des relations avec les collectivités ou les médias sociaux.

Troisièmement, l'action en dit plus que les mots. Une mission onusienne qui se démarque par des actions efficaces et efficaces contribue à la mise en œuvre de son mandat et à la sécurité et la sûreté de son personnel, mais elle communique aussi sa capacité d'agir. Les opérations de maintien de la paix doivent devenir encore plus performantes, notamment par le biais de la formation et de la mise en œuvre du Système complet de planification et d'évaluation de la performance qui permet de visualiser et communiquer les résultats.

Finalement, une communication stratégique performante requiert un cadre propice à sa mise en œuvre. Celui-ci doit avancer la coordination entre les différents piliers des opérations de maintien de la paix. Nous nous félicitons des efforts du Secrétariat en vue d'une politique générale en la matière. Celle-ci devrait mettre en avant la nécessité d'intégrer la communication dans la planification stratégique, pour une communication anticipative et proactive qui contribue au succès des opérations de maintien de la paix.

La communication est également importante pour le Conseil. L'inclusion de perspectives des États Membres, des pays contributeurs de troupes et de police, de la Commission de consolidation de la paix, ainsi que des voix des femmes et de la société civile, rendent la communication du Conseil transparente et crédible, et donc plus efficace. En tant que futur membre du Conseil, la Suisse s'engagera à cet effet.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Corée.

**M. Bae** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord saluer le leadership dont vous avez fait preuve, Monsieur le Président, en organisant le présent débat public sur cette question essentielle.

Les technologies étant devenues plus répandues et plus sophistiquées, nous constatons que des groupes armés les exploitent désormais pour influencer les perceptions du public et le discours politique. Dans le contexte du maintien de la paix des Nations Unies, cette tendance alarmante sape la confiance que suscitent les missions auprès du public, menaçant la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies, ainsi que l'exécution des mandats. Ainsi, la communication stratégique, qui est l'une des sept priorités du plan Action pour le maintien de la paix Plus, revêt une importance croissante. À cet égard, je voudrais souligner les deux points suivants.

Premièrement, l'ONU doit adopter une approche intégrée pour aider les missions sur le terrain à lutter contre la désinformation, la mésinformation et les discours de haine. Pour s'attaquer à ces éléments, l'ONU doit fournir aux missions de maintien de la paix des orientations et des outils appropriés pour améliorer les capacités de suivi, de détection, d'analyse et d'intervention.

À cet égard, la Corée se félicite de la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies, qui vise à aider les missions à exploiter le potentiel des technologies numériques et à en atténuer les risques. La Corée a déjà contribué à l'élaboration de cette stratégie et continuera de travailler en étroite collaboration avec l'ONU pour soutenir sa mise en œuvre, notamment en ce qui concerne le projet de lutte contre la désinformation et la mésinformation.

Deuxièmement, les États Membres doivent mettre l'accent sur le renforcement de la confiance avec les gouvernements hôtes et locaux. Lorsque la réputation d'une mission est ternie à cause de la diffusion de fausses informations, elle peut aussi avoir plus de difficultés à s'acquitter de son mandat. En l'absence d'une bonne communication avec les autorités locales, il peut y avoir des restrictions sur les mouvements des soldats de la paix ou des retards en matière de réapprovisionnement, ce qui peut mettre en danger la vie des Casques bleus, ainsi que celle des civils qu'ils sont chargés de protéger.

Par conséquent, nous devons envisager de collaborer plus activement avec les communautés locales en menant des activités de coordination civile et militaire.

L'expérience des Casques bleus coréens, actuellement déployés au Soudan du Sud et au Liban, nous montre qu'une telle collaboration permet d'améliorer non seulement la sûreté et la sécurité de nos casques bleus, mais facilite également l'exécution de leurs mandats. À cet égard, la section des relations avec la population est un autre bon exemple.

La République de Corée saisit cette occasion pour réaffirmer son engagement concret à soutenir les opérations de maintien de la paix en promouvant des communications efficaces et stratégiques.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Allemagne.

**M<sup>me</sup> Leendertse** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour la présidence brésilienne et en particulier, le Ministre Franco França d'avoir organisé un débat public sur ce sujet important. Je remercie également le Secrétaire général et les autres intervenants des contributions utiles qu'ils ont apportées aujourd'hui.

Pour commencer, je voudrais exprimer notre profonde gratitude à tous les soldats et soldates de la paix des Nations Unies. Ils contribuent à établir la stabilité, participent aux efforts de médiation, contribuent à prévenir la violence et appuient les processus électoraux. Tous ces efforts méritent notre plein respect et notre soutien.

Cependant, les populations locales ont tendance à surestimer la capacité des opérations de maintien de la paix à obtenir immédiatement des résultats positifs. Elles sont susceptibles d'être déçues lorsque les problèmes de sécurité et de développement persistent plus longtemps qu'elles ne l'avaient imaginé et espéré.

Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, cette situation est encore aggravée par des acteurs politiques qui tentent de rejeter la faute sur l'ONU pour ce qui est de leur mauvaise gouvernance. Les récentes campagnes de dénigrement dans les médias sociaux et l'augmentation des cas de désinformation délibérée ont rendu les opérations de paix plus difficiles. Ces évolutions entraînent des dangers graves et immédiats pour les soldats et soldates de la paix. Par conséquent, une communication claire quant aux objectifs et limites des missions de maintien de la paix revêt la plus haute importance.

Ensemble, nous devons transmettre un message commun : le maintien de la paix des Nations Unies est toujours un effort commun auquel tous les États Membres de l'ONU contribuent en vue du règlement

pacifique d'un conflit violent. Les activités de maintien de la paix menées par les Nations Unies sont basées sur un mandat clair du Conseil de sécurité. Nous devons faire front commun face aux attaques verbales, ou pire, physiques contre les soldats et soldates de la paix, car elles remettent en cause le fondement même de l'ONU.

Pourtant, chaque fois que les soldats et soldates de la paix prennent des mesures décisives, leur popularité augmente considérablement. Par conséquent, les opérations de maintien de la paix doivent mieux communiquer quant aux efforts qu'elles fournissent déjà, par exemple, les patrouilles quotidiennes. Il convient d'intensifier les efforts en ce qui concerne l'évaluation des mesures prises, ce qui permettrait, entre autres, de savoir ce que les soldats et soldates de la paix auraient pu prévenir.

En tant qu'acteurs politiques, les opérations de maintien de la paix doivent prendre part, dans une certaine mesure, au discours public et orienter de manière dynamique les débats en cours. Je voudrais encourager les opérations de maintien de la paix à devenir aussi opérationnelles que possible en matière de communication stratégique sur le terrain.

Pour mener à bien leur mission, les soldats et soldates de la paix doivent comprendre le contexte local et l'évolution des conditions de sécurité en étant à l'écoute de la population. Cela requiert davantage de ressources et une formation linguistique spéciale, ainsi que des outils spécifiques et des capacités facilitatrices, tels que des équipes et des assistants chargés de la relation avec les communautés.

Nous savons que le Département des opérations de paix s'emploie à relever ces défis, notamment avec un nouveau projet important sur la lutte contre la désinformation et la mésinformation. L'Allemagne est l'un des plus grands contributeurs au budget de maintien de la paix des Nations Unies et fournit des ressources extra-budgétaires considérables, et est fière de continuer à appuyer ces efforts.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Guatemala.

**M. Benard Estrada** (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Le Guatemala remercie la République fédérative du Brésil, en sa qualité de Président du Conseil de sécurité pour le mois de juillet 2022, d'avoir organisé ce débat public sur le rôle clef de la communication stratégique dans l'efficacité des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

En tant que pays fournisseur de contingents ayant un mandat de protection des civils, le Guatemala est conscient que la communication stratégique est essentielle aux opérations de paix. Il importe de renforcer les stratégies de communication afin de tenir le public local, national et international informé du travail important réalisé par les soldats et soldates de la paix pour prévenir des menaces contre les civils.

Le Guatemala considère que la communication stratégique doit occuper une place de choix pour assurer la sûreté et la sécurité des soldats et soldates de la paix qui opèrent dans des environnements dangereux, tout en préservant les principes de base du maintien de la paix, en particulier le principe du consentement des parties.

L'évolution et la dynamique de la communication stratégique peuvent offrir aux opérations de paix de nouvelles capacités pour partager des informations avec les différents acteurs concernés dans les zones où elles sont déployées. Le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix a relevé que « les opérations de paix des Nations Unies ont souvent des difficultés à se faire entendre de la population locale et de l'opinion internationale » (*S/2015/446, par. 306*).

Aujourd'hui, les opérations de maintien de la paix peuvent améliorer leur communication stratégique pour que ce qui est fait sur le terrain soit rapporté fidèlement. Les dirigeants des missions de maintien de la paix doivent utiliser des outils de communication centralisés pour la planification et la prise de décision. La plupart des missions ne disposent pas de personnel chargé de la communication stratégique possédant les compétences spécialisées nécessaires. Il y a également une tendance à utiliser la communication stratégique a posteriori.

Le Guatemala estime que les missions doivent prendre en compte tous les publics et tout l'électorat, aux niveaux national, régional et international, et adapter leurs messages à chacun d'entre eux, conformément au principe du consentement des parties et dans le respect de l'indépendance politique et de la souveraineté des pays hôtes et voisins.

L'expérience des différentes missions de paix de l'Organisation a montré que l'utilisation de la communication stratégique est non seulement un élément crucial pour la pleine exécution des mandats, mais aussi une nécessité opérationnelle. Par conséquent, afin de renforcer et d'améliorer l'utilisation de la communication stratégique, il faut changer la culture de travail du personnel des missions de maintien de la paix afin de reconnaître qu'une

communication stratégique efficace n'est pas seulement la responsabilité de l'équipe dirigeante, mais de l'ensemble de la mission. En outre, il est important que les informations soient partagées rapidement et efficacement avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et les forces de maintien de la paix.

Pour conclure, le Guatemala estime que l'adoption de directives pour l'élaboration et la coordination des plans de communication stratégique permettra d'assurer une plus grande cohérence pour tous les acteurs impliqués dans les mandats établis par le Conseil de sécurité. En outre, une communication efficace permet de sensibiliser la population locale au travail que les opérations de maintien de la paix effectuent dans l'intérêt des populations auprès desquelles elles sont déployées.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

**M. Skoog** (*parle en anglais*) : Je remercie le Brésil d'avoir organisé, pour la première fois au Conseil de sécurité, un débat sur cette question d'actualité. Je remercie également les intervenants des observations utiles qu'ils ont faites plus tôt dans la journée. En présence des représentants de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, je voudrais exprimer à toutes les femmes et à tous les hommes qui représentent l'ONU dans diverses opérations de maintien de la paix dans le monde notre grande admiration et notre respect pour ce travail très difficile et important.

La Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, l'Ukraine et la République de Moldova, pays candidats, ainsi que la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, s'associent à la présente déclaration.

La communication stratégique, qu'elle passe par les médias traditionnels ou les nouvelles technologies, joue un rôle de plus en plus important dans l'exécution des mandats de maintien de la paix. Il s'agit d'un outil essentiel pour protéger les civils et promouvoir la sûreté et la sécurité des soldats et soldates de la paix. Nous nous félicitons vivement de la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies, définie en 2021, et de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, dont la communication stratégique est l'une des priorités. Nous voudrions également saisir cette occasion pour rendre hommage aux personnes qui ont consenti le sacrifice ultime au service de la paix.

L'Union européenne travaille en étroite collaboration sur le terrain avec les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et elle est disposée à apporter un appui supplémentaire à l'ONU dans ce domaine. Une coordination étroite entre les partenaires locaux et internationaux, ainsi qu'une communication stratégique renforcée avec la population locale et les médias, sont essentielles, notamment pour mettre au jour et dénoncer les violations des normes internationales par certains acteurs.

Si la mésinformation involontaire pose problème, le fait de prendre délibérément pour cible des personnes en manipulant l'information, y compris la désinformation par des acteurs malveillants, est particulièrement inquiétant. Les actes de manipulation de l'information peuvent, à des degrés divers de sophistication, être dirigés soit contre le pays hôte ou les missions en général, soit plus spécifiquement contre l'efficacité opérationnelle des missions et des opérations en vue de les affaiblir, par exemple en entravant leur liberté de circulation ou en s'en prenant à certains membres de leur personnel.

Ces dernières années, nous avons malheureusement assisté à une forte augmentation des campagnes de désinformation utilisant les médias sociaux ou d'autres plateformes pour attaquer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Au Mali, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo, cette tendance est particulièrement préoccupante, comme le décrivent les rapports du Secrétaire général sur la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. Non seulement ces campagnes, qui cherchent souvent à inciter à la haine et à la violence, ont des répercussions sur la sécurité et la sûreté des soldats de la paix, mais elles compliquent également leur tâche de protection des civils. De surcroît, elles attisent les tensions et favorisent l'instabilité dans le pays et la région concernés.

Nous nous félicitons de la mobilisation accrue du Département des opérations de paix dans la lutte contre la désinformation, ainsi que de la détermination du Secrétaire général et du Département de la communication globale à combattre la désinformation dans d'autres domaines. Des effectifs et des ressources suffisants doivent être affectés à ces activités indispensables, notamment sur le terrain, à proximité des missions. Ces activités requièrent un personnel qui a une bonne connaissance et une bonne compréhension

des dynamiques nationales et régionales à l'œuvre et qui est capable de dialoguer avec les populations locales à tous les niveaux, ainsi qu'avec les médias.

L'évolution rapide des technologies numériques amplifie plus encore la portée et les conséquences potentielles de cette menace. C'est pourquoi il est indispensable d'accroître les investissements et les capacités pour protéger les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, leur personnel et le pays hôte contre les effets dévastateurs et néfastes de la manipulation de l'information. Cela doit passer par une lutte active contre la mésinformation et une communication stratégique de l'ONU ciblée et fondée sur des données factuelles, en utilisant tous les médias adaptés au contexte, y compris les technologies numériques, mais aussi la radio et la télévision lorsqu'elles sont les plus appropriées, ainsi qu'en prenant en compte les disparités de genre en matière d'accès à l'information.

L'Union européenne œuvre pour la paix et la sécurité dans les mêmes environnements instables que l'ONU. Tout comme l'ONU, l'Union européenne est devenue une cible de la désinformation. Afin de lutter contre ces activités, nous avons renforcé notre préparation pour protéger nos institutions et nos capacités opérationnelles. Le 5 décembre 2018, l'Union européenne a adopté un plan d'action contre la désinformation, assorti de propositions concrètes, en vue de coordonner la lutte de l'Union contre la désinformation. Ce plan d'action repose sur quatre piliers : premièrement, améliorer notre capacité de détecter, d'analyser et de dénoncer la désinformation, deuxièmement, renforcer les mesures

coordonnées et conjointes des États membres et des institutions de l'Union européenne, troisièmement, mobiliser le secteur privé, y compris les plateformes en ligne, pour lutter contre la désinformation, et, quatrièmement, sensibiliser la société et améliorer sa capacité de résistance à la désinformation.

En outre, conformément à la Boussole stratégique pour renforcer la sécurité et la défense, nous mettons actuellement au point un arsenal d'outils de l'Union européenne pour combattre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, y compris dans le cadre de nos missions et opérations relevant de la politique de sécurité et de défense commune. Cela contribuera à renforcer la contribution de l'Union européenne à la lutte contre la désinformation, y compris à l'ONU, ainsi qu'à améliorer notre préparation aux fins de la coopération sur le terrain.

Je tiens à remercier une nouvelle fois la présidence d'avoir pris l'initiative d'organiser le présent débat et à exprimer la volonté de l'Union européenne de continuer d'échanger les enseignements tirés et les bonnes pratiques en vue d'améliorer la riposte de l'ONU face aux nouveaux défis en matière de communication stratégique et de maintien de la paix.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Il reste un certain nombre d'orateurs et d'oratrices inscrits sur la liste pour la présente séance. Étant donné l'heure tardive, je me propose, avec l'assentiment des membres du Conseil, de suspendre la séance jusqu'à 15 heures.

*La séance est suspendue à 13 h 5.*